

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 25 AVRIL 1979 - N° 902

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## La crise de Manufrance

Après la défection de Bidermann, la municipalité de Saint-Etienne est toujours à la recherche d'un patron rachetant Manufrance. Plusieurs entreprises seraient actuellement en concurrence, c'est du moins ce qu'a déclaré Sanguedolce le maire (PCF) de Saint-Etienne en sortant lundi de chez Barre.

L'un d'entre eux, Oerlikon-Buehler comprenant une vingtaine de filiales dans le monde et couvrant le secteur comme le secteur militaire, les machines-outils, le textile, l'hôtellerie, etc., serait intéressé. Seul inconvénient pour la mairie, ce groupe est suisse. Manufrance pourra-t-il avec lui «fabriquer français» ?

Lire en page 4

## Inculpés du 23 mars : Un incroyable réquisitoire

Pourquoi l'avocat général voulait-il une peine sévère pour les inculpés ? «Parce qu'ils ont reconnu qu'ils avaient déjà participé à des manifestations» (!). L'arbitraire fait loi.

Lire en page 9

Le 24 avril 1915, le gouvernement turc massacrait 1 500 000 Arméniens.

### Reconnaissance du génocide arménien

Premier génocide du 20<sup>e</sup> siècle

Impérialisme US,  
social impérialisme,  
fascisme turc,  
hors d'Arménie !

**MANIFESTATION**  
**MARDI 24 AVRIL A 18 h 30**  
**METRO PERE-LACHAISE**

**MEETING**  
**MARDI 24 AVRIL A 20 h 30**  
**6, RUE ALBERT**  
**DE LAPPARENT (7<sup>e</sup>)**  
**METRO SEGUR**

Organisés par Libération arménienne,  
soutenus par LCR, OCT, PCR ml

## Un nouveau «pacte pour l'emploi des jeunes» 500.000 PAIRES DE BRAS A BON MARCHÉ demande le CNPF



Ayant fait l'expérience avec les deux premiers pactes sur l'emploi que le gouvernement ne lui refusait rien, le patronat s'enhardit. Il a le front d'en revendiquer un troisième. Et quel troisième !

Si le CNPF obtient satisfaction, il aura à sa disposition 500 000 paires de bras à bon et même à très bon marché. Sous couvert de lutte contre le chômage des jeunes en particulier, ces messieurs du syndicat patronal revendiquent en effet :

1 - Une exonération de 50 % des charges sociales des entreprises pendant les douze mois suivant la date d'embauche ;

2 - L'assouplissement des procédures d'agrément des maîtres d'apprentissage et l'exonération totale des charges sociales patronales pour la durée de l'apprentissage, de façon à surexploiter 110 000 apprentis.

3 - Le maintien des contrats emploi-formation avec, comme objectif d'ici l'automne, 60 000 contrats sur douze mois ;

4 - La reconduction des «stages pratiques en entreprise», formule qui, pour le patronat, a fait ses preuves dans le premier pacte mais n'avait pas été reconduite dans le second ;

5 - Enfin, le CNPF préconise la reconduction des stages de longue durée pour 35 000 jeunes. Des suggestions sont faites par ailleurs concernant les femmes et les vieux cadres...

Dans le dossier qu'il va présenter au conseil des ministres pour plaider sa cause, le patronat croit disposer d'un argument de taille : Si le second pacte a rencontré moins de succès que le précédent, dit-il, c'est à cause d'une moindre participation financière de l'Etat !

En fait, c'est surtout dans les désillusions nées dans l'application du premier pacte qu'il faut chercher l'explication.

Ces querelles ne pourront faire oublier : premièrement que pendant le premier, comme le second pacte, le chômage des jeunes a continué à s'accroître ; deuxièmement, que les jeunes ayant réellement reçu une formation professionnelle dans ces stages sont l'exception. C'est pour cela que les comités de lutte des stagiaires Barre les qualifient de «parking à chômeurs».

Non, Barre, pas plus que les deux premiers, les jeunes ne signeront ton troisième pacte contre l'emploi.

Lire en page 12

## Après l'opération de Nahariya AGRESSIONS SIONISTES CONTRE LE LIBAN

### Une tentative de briser la Résistance palestinienne

Lundi après-midi, des vedettes israéliennes ont bombardé à nouveau le Liban. C'est un camp palestinien qui était visé à Al Bass, à proximité de la ville de Tyr, dans le Sud-Liban. Durant plus d'une heure, ces bombardements ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile.

Des vedettes ont été également aperçues au large de Saïda, à une quarantaine de kilomètres au Sud de Beyrouth.

La Résistance palestinienne, en état d'alerte, s'attend à une escalade de l'agression israélienne. Elle a appelé au renforcement des actions armées en Palestine.

Ce que nous appellerons les eaux de surface comprend les rivières, les lacs et les marécages. Elles constituent une ressource utilisable variable en quantité comme en qualité. Au total, on estime le renouvellement annuel des eaux de surface en France à 70 ou 80 milliards de mètres cube par an. Au mépris de l'environnement et des équilibres biologiques comme de l'ensemble des utilisateurs et des consommateurs, notre société favorise le gâchis durable de ces vastes réserves pour permettre à certains de profiter en rond.

## Les eaux de surface :

# POUBELLE OU GARDE-MANGER, IL FAUT CHOISIR

Philippe SANTERRE

On a tous en mémoire la sécheresse de 1976 et les crues et les inondations du Sud-Ouest de 1977. Ceci suffit à rappeler que les eaux de surface subissent des régimes très variables. Bien sûr, ces régimes dépendent de l'importance des précipitations. Mais, comment se fait-il que même après des mois de sécheresse, beaucoup de fleuves et de rivières ne sont pas à sec ?

Une rivière (ou un lac) reçoit toutes les eaux qui s'écoulent sur l'ensemble des pentes qui l'entourent jusqu'aux crêtes qui délimitent les vallées voisines. L'ensemble de la surface limitée par ces crêtes, c'est-à-dire l'en-

semble des flancs d'une vallée, constitue ce qu'on appelle le bassin versant. Plus le bassin versant est grand, plus le temps mis par l'eau pour le parcourir est long. Il faut de nombreux jours pour que l'eau de la Loire passant à Roanne atteigne Nantes. Mais la distance n'est pas la seule cause du régime des fleuves : plus la pente dévalée par les eaux est importante, plus leur vitesse sera grande. Il y a aussi les obstacles à l'écoulement des eaux : sur un terrain dénudé, l'eau s'écoulera bien plus vite qu'en forêt. C'est pourquoi les crues sont très brusques en montagne mais beaucoup plus progressives dans les plaines.

en particulier la forêt favorise l'infiltration et l'évapotranspiration : on estime, en moyenne, que sur le total des eaux précipitées en un endroit, 10 % seulement de cette eau ruisselle s'il s'agit d'une forêt alors que c'est 90 % dans le cas d'une route ou d'une surface recouverte de béton ou de macadam. Les effets peuvent être très importants : une rivière de la banlieue Sud de Paris, l'Yvette, était autrefois une rivière assez régulière. Avec l'extension de l'urbanisation, la majeure partie de son bassin versant a été bétonnée. Aujourd'hui, cette rivière connaît des

crues importantes. A l'inverse, en période sèche, une rivière continue à être alimentée par des sources. Les sources sont les endroits par où débordent les nappes d'eau souterraines qui se sont remplies pendant les saisons humides. En été, bien des rivières françaises ne sont alimentées que par ces sources. Aussi lorsqu'un bassin versant de rivière a été recouvert de béton, l'infiltration pendant la saison humide n'a pas eu lieu et n'a pas permis la recharge de la nappe. Les sources sont alors tarées. En été, la rivière sera à sec.

saumons, qui exigent des eaux claires, aérées et sans vase. Si, il y a de cela quelques siècles, les saumons habitaient presque toutes les rivières de France, à tel point qu'au 17<sup>e</sup> siècle les ouvriers d'une manufacture s'étaient mis en grève pour obtenir leur repas (préparé par l'entreprise) soit composé d'autre chose que de saumon, ce n'est bien sûr pas le cas aujourd'hui. Plus de 80 % des saumons consommés en France sont importés. Seules quelques rivières côtières de Bretagne ou des Pyrénées en abritent encore quelques-uns.

Les exigences sont les mêmes pour la truite sauvage (truite Fario) dont la qualité n'a rien à voir avec la truite d'élevage (truite Arc-en-Ciel). Aussi distingue-t-on aujourd'hui les rivières de première catégorie piscicole (à truites) et les rivières de deuxième catégorie à poissons blancs (brèmes, tanches, ainsi que les anguilles). Mais il existe aussi de nombreuses rivières où la reproduction ou même la survie des poissons blancs est impossible (les fleuves en aval des grandes villes : Paris, Rouen...).

Par ailleurs, les eaux de surface sont utilisées pour 50 % dans la consommation d'eau potable en France et nécessitent des traitements toujours plus poussés qui leur donnent un goût déplorable (voir QdP du 21 avril).

### ...Et une poubelle

Aussi les eaux de surface représentent-elles une ressource alimentaire à laquelle on devra de plus en plus faire appel et un milieu de vie irremplaçable. Mais dans le même temps, les rivières servent aujourd'hui d'exutoire à de nombreux utilisateurs : rejets industriels, rejets des centrales thermiques ou nucléaires, rejets d'égouts et de stations d'épuration des eaux !...

Notre garde-manger peut-il en même temps servir de poubelle aux gros pollueurs ?

### La régulation végétale

Dans le régime des eaux, rôle ; en plus du rôle de barrière à l'infiltration joue aussi un grand rôle, la végétation et

### Les marécages, ces éponges

Le rôle de la végétation est encore plus important dans les zones humides, les marécages. Parce qu'ils ne sont pas cultivables et parce qu'ils abritent des moustiques, ces espaces sont définitivement considérés comme des zones insalubres qu'il faut assécher et bétonner en priorité ! Or, le marécage est un des meilleurs régulateurs du régime des eaux. Parce qu'il est souvent plat et que la végétation est

envahissante (joncs, roseaux, mousses...), c'est une véritable éponge qui retient l'eau pendant la saison humide et la restitue progressivement pendant la saison sèche. Il s'agit donc de secteurs qui empêchent les effets dévastateurs des crues et de la sécheresse, sans parler de leur rôle épurateur ni de la faune et de la flore toutes particulières qu'ils renferment.

### Les eaux de surface : un milieu de vie en danger...

L'eau est d'abord le milieu qui a donné origine à la vie. La vie sur terre remonte à environ deux milliards d'années. Elle s'est d'abord développée dans l'eau et ce n'est qu'il y a 600 millions d'années (la terre est vieille de 4,6 milliards d'années) que les premières plantes et les premiers animaux ont commencé à vivre à l'air libre. Aujourd'hui encore, la totalité des êtres vivants ne peut vivre sans eau (le corps de l'homme est composé principalement d'eau).

L'eau est le milieu de vie de très nombreux animaux. Dans l'eau douce beaucoup de larves d'insectes se développent et servent de nourriture à des quan-

tités d'espèces de poissons et d'oiseaux. Les poissons supportent des eaux de plus ou moins bonne qualité et tous concentrent les toxiques qu'on y déverse : le plomb ou le mercure, par exemple, se retrouvent à des concentrations parfois plusieurs milliers de fois plus élevées que dans l'eau. En dehors des toxiques, il y a toute la pollution « courante », avec les matières organiques et les poussières qui rendent l'eau trouble ; les poussières s'agglutinent aux branches des poissons et les asphyxient ou bien elles envasent le lit des rivières. Si les anguilles supportent bien la vase, ce n'est pas le cas des truites et des

### Le bilan des eaux

L'eau qui tombe chaque année sur le territoire français est estimée à 500 milliards de mètres cube par an. Toute cette eau ne s'écoule pas, tant s'en faut. Elle peut soit s'évaporer (évaporation directe ou transpiration par la végétation : c'est ce qu'on appelle l'évapotranspiration), soit s'infiltrer ou s'écouler pour donner les eaux souterraines ou les eaux de surface. L'évaluation du bilan global de l'eau faite par le ministère de la Culture et de l'Environnement donne les chiffres suivants : (moyenne annuelle pour la période 1958-1967)

|                             | Précipitations | Écoulement + infiltration | Évapotranspiration |
|-----------------------------|----------------|---------------------------|--------------------|
| en milliards de mètres cube | 520            | 225                       | 295                |
| en millimètres d'eau        | 945            | 408                       | 537                |

Pour une année moyenne, on estime les précipitations à 480 milliards de mètres cube, l'évapotranspiration à 300 milliards de mètres cube, l'écoulement de surface à 80 milliards de mètres cube et l'infiltration — ou écoulement souterrain — à 100 milliards de mètres cube. Les eaux de surface représentent donc environ le sixième des précipitations.



*L'eau, la vie, l'argent*

## Sidérurgie

# GRAVE REPRESSION A LA SOLMER DE FOS

Début avril, les sidérurgistes du parc à brames du train à bandes d'Usinor-Dunkerque se mettaient en grève en particulier pour «une classe d'augmentation». Peu après, la direction se saisissait de ce prétexte pour lock-outer la quasi totalité des travailleurs de l'usine. Une partie d'entre eux, les hauts fournistes, ripostaient énergiquement en se

A la suite des propositions de la direction, les hauts fournistes se réunissaient samedi pour les examiner. Celles-ci ont été rejetées ce qui est bien normal compte tenu de leur caractère dérisoire. Alors que les hauts fournistes revendiquent 300 francs non hiérarchisés, la direction leur propose 2 % d'augmentation !

Alors qu'ils revendiquent le paiement des jours de lock-out, la direction propose de les considérer comme temps de congés payés. Les hauts fournistes se donnaient le moyen d'empêcher la reprise du travail lundi matin.

Dans une lettre individuelle, la direction appelait en effet le personnel à rejoindre son poste de travail pour ce jour là.

Toute la journée, le personnel lock-outé était présent mais n'ayant rien à faire, le poste a été occupé à discuter par petits groupes ou avec les syndicats.

Le point positif c'est que l'opération de la direction a échoué. En effet, en convoquant les lock-outés, elle comptait manifester les dresser contre les grévistes, espérant qu'ils iraient faire pression sur les hauts fournistes, il n'en a rien été.

En revanche, les grévistes de l'équipe A du parc à brames ont décidé de reprendre le travail «momentanément». La direction de la CGT les encourage à poursuivre le mouvement sous d'autres formes. C'est mardi après-midi au cours d'une réunion qu'ils devaient définir exactement comment ils entendaient poursuivre l'action.

déclarant grévistes et en avançant leurs propres revendications. Dans une lettre individuelle au personnel, la direction tentait samedi de préparer la reprise. Elle a essuyé un échec.

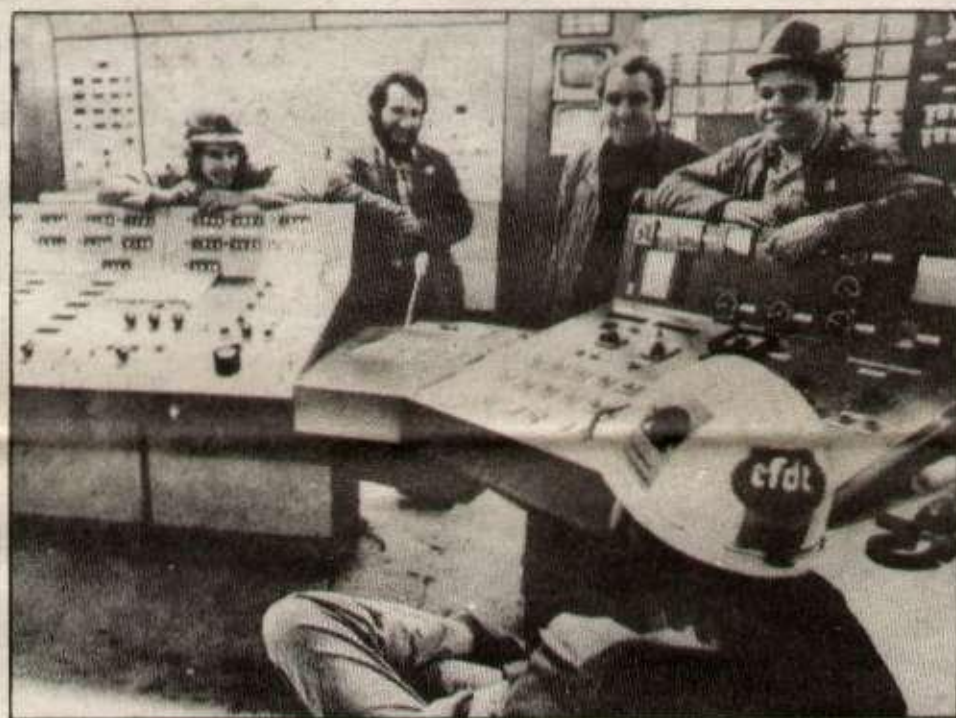
A Fos, la direction utilise la répression à l'égard des responsables syndicaux.

## GRAVE REPRESSION A FOS

Lundi matin deux délégués (l'un de la CGT, l'autre de la CFDT) ont reçu des lettres de licenciements. A l'occasion d'une réunion avec la direction qui se tenait peu après, les syndicats apprenaient que six autres délégués allaient bientôt recevoir une lettre comparable

et que la direction leur en expliquerait le motif.

Il n'est pas étonnant que ces sanctions particulièrement graves tombent sur une des usines les plus performantes de la sidérurgie française, là où le blocage de la production fait particulièrement mal. Les attaques ne resteront naturellement pas sans réponse.



Le jeudi 19 avril les sidérurgistes de la Solmer occupaient la salle des commandes.

## ARCT(ROANNE)

# ACCORD PATRONAT-SYNDICAT POUR BLOQUER LES SALAIRES

Sous le prétexte de «sauver l'entreprise» ARCT, à nouveau en difficulté (des assises financières fragiles, plusieurs fois remises en cause par le Crédit lyonnais, besoin d'argent, frais avoisinant les 80 millions et des commandes aléatoires), des délégués CGT et CFDT de cette entreprise de Roanne (Loire) ont créé un précédent inquiétant...

Les délégués CGT, UGICT et CFDT ont signé avec la direction un accord d'entreprise scandaleux «à l'italienne» : blocage des salaires du 1<sup>er</sup> avril 1979 au 31 mars 1980 ! «Il faut permettre la reprise, dégager des moyens pour une relance qui sauve les ARCT et l'emploi» ont affirmé les délégués syndicaux CGT au Comité d'entreprise. Se félicitant d'une progression du chiffre d'affaires et du succès des dernières machines ARCT lors de la foire «ITMA 79» en RFA, les responsables syndicaux

CGT et CFDT du C.E. ont indiqué en outre qu'il fallait «que les actionnaires et les banquiers répondent aux besoins nouveaux de financements». En attendant, les moyens financiers estimés nécessaires seront dégagés dans deux directions : relèvement des prix de vente et abatement sur la masse salariale. Les économies proposées par le C.E. seraient de 6,9 millions (dont 250 000 F par suppression d'avantages acquis, des réductions de salaires de 500 000 F, diverses mesures touchant

les cadres) et le blocage des salaires annoncé plus haut. Voilà le triste bilan de collaboration de classe de cette gestion paritaire, «compréhensive» pour les difficultés de l'entreprise et sévère pour les salaires, instaurant l'austérité aux ARCT par un accord patronat-syndicat dont on a (fort heureusement) peu de précédent... La consternation des syndicalistes combattifs de la Loire, leur écoeurément étaient sensibles lorsque l'un des responsables CGT du C.E. des ARCT, complaisamment interviewé par les radios et la T.V., a fait connaître l'accord. Depuis, certains responsables CGT s'obstinent à nier l'évidence et éludent les discussions, en disant qu'il ne s'agit pas vraiment d'un accord d'entreprise ou «que ce

ne sont que des bruits».

Malheureusement pour eux, toute la presse régionale, (même si L'Humanité reste discrète) a publié les clauses adoptées par le Comité d'Entreprise ARCT.

«Il faut appeler un chat, un chat, et un tel accord, de la collaboration de classe !» Voilà par contre ce que se disent, et de plus en plus fort, de nombreux syndicalistes, y compris des membres du PCF ou du PS, qui n'admettent pas cela et redoutent qu'une telle «politique de sacrifices» (que ne désavoueraient pas les révisionnistes italiens de la CGIL) ne fasse école. Après tout, Manufrance est déjà suffisamment inquiétant !

## ANGERS : LE COMITE DE CHÔMEURS FAIT RETABLIR LE COURANT A DEUX FAMILLES

Le jeudi 19 avril, une trentaine de chômeurs du comité de chômeurs d'Angers sont intervenus à l'EDF pour obliger la direction à rétablir le courant qu'elle avait coupé à des familles populaires. De larges panneaux à l'entrée de l'EDF informaient les travailleurs et la population de la démarche des chômeurs et de leurs revendications. Ils décident d'aller voir le directeur qui tout d'abord refuse de recevoir plus de quatre personnes dans son bureau. Il dit notamment : «à trente vous allez salir ma moquette». Mais devant la détermination des chômeurs, il est obligé de céder et c'est une trentaine de chômeurs qui se retrouvent dans son bureau. Ils demandent le rétablissement du courant le lendemain à une famille nombreuse et à un vieux

travailleur. Le directeur ne veut rien entendre ; pour lui ces problèmes ne sont pas de son ressort... Il faut en référer à Paris ; d'autre part le directeur départemental de l'EDF est absent ce jour là, comme par hasard. Visiblement il veut gagner du temps et menace même d'appeler les flics, prétextant qu'il est séquestré. Pendant deux heures les discussions vont se poursuivre, les chômeurs voulant une réponse. Le directeur reste intransigeant, mais dit-il, «il comprend nos problèmes !». Enfin après trois heures de discussions le directeur accepte de rétablir le courant le jour même et d'échelonner le paiement sur un an.

Pour les chômeurs présents, c'est une première victoire !

Correspondant

## ● Sotracomet (Thionville) : gala et journée «portes ouvertes» les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai

Les travailleurs de l'entreprise Sotracomet (près de Thionville) en lutte depuis le 27 janvier pour leur emploi, viennent de décider plusieurs initiatives et ce notamment pour les journées des 30 avril et 1<sup>er</sup> mai. Ils organisent le lundi 30 mai, un gala à 20 h 30 dans leurs locaux de travail, avec la participation du chanteur Gilles Servat.

Le mardi 1<sup>er</sup> mai, l'après-midi, ils organisent en outre une journée «portes ouvertes». Au cours de cette journée, des stands de lutte seront présents : nucléaire, métallurgie, etc... En outre est prévue pour ce jour là, une pièce de théâtre des 3 Vallées, sur la lutte de la Sotracomet.

## ● Sonolor : on continue !

Après l'évacuation par la police vendredi, ce lundi les délégués de Sonolor, accompagnés d'ouvrières, se rendaient à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. La seule proposition qui leur fut faite : reprendre le travail pour assurer le déménagement ! Non, ont dit les ouvrières, nous refusons ce déménagement. «Nous occuperons le trottoir si nous ne pouvons occuper l'usine».

**téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## LUTTES OUVRIERES

# UN MOIS DE CRISE A MANUFRANCE

## En finir avec de cruelles incertitudes pour les travailleurs

Un ras-le-bol monte désormais chez les travailleurs de Manufrance et nombre de leurs camarades métallurgistes, attentifs à la survie de l'emploi dans la firme du cours Fauriel. Le mois qui vient de s'écouler a été fertile en rebondissements. Mais au bout de ces nouvelles pages du roman noir de M.F., il y a de nouvelles angoisses pour l'avenir, des menaces qui se précisent...

Le tribunal de commerce de Saint-Etienne veut «faire vite». Il avait déjà lancé un ultimatum au PDG en titre, Mestries, début avril, pour que soit présenté un plan «qui ne soit pas un document formel, mais l'expression claire et irrévocable de la volonté de partenaires concernés d'assurer la sauvegarde des éléments essentiels de Manufrance». Repoussée par deux fois au 17 puis au 24 avril, cette échéance se représente, toujours aussi dramatique : ou une solution est adoptée définitivement (mais ce mot a-t-il encore un sens à Manufrance, où l'on va de rebondissements en coups de théâtre ?) ou ce sera la liquidation de biens, tant redoutée.

### ASSEZ DE PROMESSES !

Pour les travailleurs aussi, il y a urgence à ce qu'une solution se dessine.

L'angoisse du lendemain, les menaces sur l'emploi : ça suffit ! Mais le type de réponse recherchée par le tribunal à leurs problèmes ne les rassure pas. Au contraire...

En un mois, 4 plans, plus ou moins sérieux, aboutissant tous à des licenciements (entre 600 et un peu plus d'un millier, au minimum) et dans la plupart des cas au démantèlement de Manufrance, voilà ce qu'ils ont vu. Et chaque fois, cela a été la douche écossaise. Le 5 avril, le «sauveur de Manufrance» s'appelait Neu-wirth, le 10 avril Bidermann, le 17 avril Mestries soi-même (sans parler du revenant Gadot-Clet) ! (Voir nos articles par ailleurs). Seule la mairie PCF de Saint-Etienne ne songe plus à sabler une deuxième fois le champagne de la victoire, comme elle l'avait fait de manière indécente à la veille des législatives de

78. En passe d'être complètement évincée, quelle que soit la solution approuvée par le tribunal de Commerce et financée par le gouvernement, la municipalité de gauche et ses relais syndicaux CGT au Comité d'entreprise de Manufrance glissent insensiblement des responsabilités écrasantes de gestionnaires à celles de «victimes» et «critiques», infiniment plus faciles à assumer pour eux. L'heure est à l'oubli ! Oubliée la collaboration avec Gadot-Clet, l'acceptation du plan de juin 78 avec ses premiers licenciements et son début de démantèlement. Oublié le criminel attentisme municipal et syndical. Ceux qui ont successivement amené Gadot-Clet puis Mestries dans Manufrance (et permis les attaques qu'ils ont aussitôt engagées contre l'emploi) en menant des négociations secrètes et mettant les travailleurs de Manufrance devant le fait accompli, ce sont les mêmes (PCF et PS) qui viennent geindre aujourd'hui que «tout se passe dans l'ombre», que l'on «sournet les travailleurs à une guerre d'usure» et qu'il ne saurait être question d'être

mis devant le fait accompli, dès lors que Sanguedolce est écarté de la table ronde industrielle et financière programmée par le tribunal de Commerce de Saint-Etienne.

### ASSEZ DE MANOEUVRES !

Les combines, coups bas et opérations publicitaires politiciennes des partis bourgeois de gauche comme de droite n'ont vraiment que trop duré. Les travailleurs de Manufrance en ont plus qu'assez d'être un enjeu politique et les «otages» d'une lutte d'influence écorçante entre Neu-wirth, Dura-four et Sanguedolce. A force de prétendre sauver Manufrance, tout ce beau monde va finir par enterrer la firme du cours Fauriel et l'emploi avec, si l'on n'y met pas le holà, si les travailleurs de Manufrance ne prennent pas enfin eux-mêmes leurs affaires en main.

La partie de cache-cache doit cesser. Si Mestries et le tribunal ont encore des cartes en main, qu'ils les abattent. Les travailleurs de Manufrance, et leurs camarades stéphanois qui

A Saint-Etienne, «On n'y comprend plus rien : un jour Manufrance est sauvée ; le lendemain, elle est foutue... On ne sait plus quoi faire. Vraiment on nous mène en bateau !». Tel est le sentiment croissant de travailleurs, de syndiqués des Métaux stéphanois, tandis qu'un nouveau PDG possible (Bidermann) vient de faire un tour de piste et s'en aller et que le Tribunal de Commerce affûte dans l'ombre ses décisions...

De notre correspondant régional

tion pour l'emploi ?

Il y avait (et il reste encore) dans les ateliers du cours Fauriel et à l'entrepôt de Molina-La Chazotte un véritable «trésor de guerre» en puissance...

Et surtout, il y a les 2 500 travailleurs de Manufrance et ce qu'ils représentent dans Saint-Etienne ! Sauver l'emploi ou voir dépecer Manufrance et un millier de chômeurs grossir les files de l'ANPE, rue Ballaj : des dizaines de milliers de travailleurs de la Loire espèrent le seul «bon choix» possible, celui de l'action de classe, résolue. Il est encore temps de casser le jeu cynique des saineurs de Manufrance et de leurs complices !

### LE FIL DES EVENEMENTS...

● 2 avril 79 : le président du tribunal de Commerce ordonne la prise de gages («warrantage») pour garantir une avance de trésorerie assurant la sortie du catalogue M.F. 79 - 80 : 10 000 armes, 2 200 cycles, 5 200 machines à coudre et 3 millions de cartouches (soit environ 20 millions de gages pour 10 millions prêts !).

● 4 avril 79 : Ultimatum du tribunal de Commerce : «Terminez le warrantage et présentez un plan de redressement avant le 8 avril, sinon c'est la liquidation de biens».

● 5 avril 79 : Neu-wirth (député RPR de Saint-Etienne) revient de Paris en «sauveur» : «Les pouvoirs publics aideront à constituer le capital d'une nouvelle société d'exploitation».

Mestries (PDG en titre) demande 15 jours de délai pour présenter un plan de redressement.

● 6 avril 79 : La municipalité stéphanoise débloque 30 millions pour Manufrance.

● 8 avril 79 : Mestries annonce qu'il a trouvé «un puissant groupe industriel» comme partenaire (il s'agit de Dargaud, la société d'édition de *Pilote* et autres bandes dessinées).

● 9 avril 79 : L'avocat de Mestries dénonce des rumeurs selon lesquelles ce dernier serait «remercié», à la suite du plan de Neu-wirth.

● 10 avril 79 : Bidermann fait une fracassante arrivée-surprise à Manufrance. L'ancien «curateur» de Manufrance (du plan de liquidation Blanc-Dura-four), Jean-Daniel Bethenot, et Gadot-Clet, sont annoncés comme partenaires possibles du plan Neu-wirth.

● 11 avril 79 : La mutuelle MACIF, intéressée au capital de Manufrance, menace de se retirer si Mestries ne reste pas à la tête de l'affaire.

● 12 avril 79 : Bidermann ayant rencontré le PDG actuel et la mairie de Saint-Etienne, «réserve» sa réponse et s'en retourne. Le PCF dénonce Neu-wirth et son plan.

● 13 avril 79 : Le tribunal de Commerce propose une table ronde avec Manufrance, Dargaud, la MACIF, un mystérieux 3<sup>e</sup> partenaire et le C.I.A.S.I. (Comité Interministériel d'Aide aux Structures Industrielles) pour le 17/4/79.

«Un prêt du F.D.E.S. de 12 millions serait envisagé» dit-on en mairie.

● 16 avril 79 : Bruno Vennin, adjoint au maire (PS) de Saint-Etienne dénonce le démantèlement de Manufrance envisagé par Neu-wirth et... Mestries, qu'il avait lui-même été chercher pourtant !

● 17 avril 79 : La table ronde annoncée se tient... sans la mairie stéphanoise (principal actionnaire pourtant, jusque là). Bidermann rencontre Giraud, ministre de l'Industrie. Mestries dévoile que le partenaire attendu serait l'Agence Havas.

● 19 avril 79 : Bidermann renonce à reprendre Manufrance !

● 20 avril 79 : la CGT sort de son silence pour dénoncer Neu-wirth et le «secret des bureaux ministériels». Une rencontre avec le tribunal de Commerce est envisagée pour lundi 23 avril. La CGT n'appelle pas à l'action mais proteste contre l'éviction de la mairie PCF des négociations.

## Plan plan et rataplan...

Des «plans de sauve-tage», les travailleurs de Manufrance en ont déjà connu plus d'un ! A chaque fois la note des licenciements s'est alourdie un peu plus : de Blanc et Dura-four à Mestries, en passant par Gadot-Clet, et tel ou tel syndicat et autre «administration provisoire». C'est près de 1 300 travailleurs qui ont déjà, insensiblement, sans réelle bataille, quitté l'entreprise de 1977 à ce jour...

Quels étaient les plans en présence cette fois-ci dans ce mois d'avril mouvementé ?

### ● LE PLAN NEUWIRTH

Spectaculairement annoncée par le député RPR Neu-wirth, le 5 avril, une «solution nouvelle» est envisagée avec le concours du gouvernement.

Une société nouvelle d'exploitation serait constituée par rachat pur et simple de Manufrance, au terme d'une location gérance. L'Etat «aiderait à la constitution du capital de la nouvelle société» par le FDES (Fonds de développement économique et social) et le CIASI (Comité interministériel d'aide aux structures industrielles). La

mairie cesserait d'être actionnaire, par rachat de ses actifs dans l'affaire. L'Etat pourrait être majoritaire mais non investisseur exclusif. La condition serait bien entendu une sévère restructuration («A société nouvelle, technique nouvelle» disait Neu-wirth), et plus de 1 000 autres licenciements...

### ● LE PLAN BIDERMANN

Caduc, depuis le 19 avril, le plan Bidermann mérite cependant d'être cité car son examen permet de réfuter certains arguments de Lucien Neu-wirth et René Mestries.

D'abord, pour le patron de Big Chief, il se serait agi de reprendre Manufrance en totalité (tout démantèlement amoindrisant selon lui les chances de la firme). Par ailleurs, la D.P.M. (fabrication) n'aurait pas été en cause, à l'exception des cycles. C'est la distribution qui était le moins rentable à ses yeux. Ceci dit, c'était 800 licenciements environ à la clef. Mais Bidermann n'est plus en course : il a estimé «ne pas pouvoir attendre 4 ou 5 ans que Manufrance soit restructurée et équilibrée».

### ● LE PLAN MESTRIES

A l'étude en ce moment, il ne réunit pas encore

toutes les garanties financières. Avec Dargaud, Havas et une équipe de mutuelles (Macif, Somutal, Matmut, ...), il lui manque un partenaire industriel de plus ; un recours aux fonds du CIASI et du FDES (dans une moindre mesure qu'avec Neu-wirth) demeure nécessaire. Le démantèlement, sous couvert d'un holding, n'est pas exclu.

Un «strict minimum» de 600 licenciements est envisagé... sans préjudice de dégraissages ultérieurs !

### ● LE «BALLON D'ESSAI» DE L'A.F.P.

Le gouvernement, qui semble actuellement encore hésiter sur l'attitude à prendre, a lancé le 10 avril dernier un ballon d'essai. Par le biais d'une dépêche A.F.P. «bien informée», des décisions supposées s'appliquer au plan Neu-wirth ont circulé : nouvelle société d'exploitation à capitaux mixtes (Etat/investisseurs privés) évinçant la mairie PCF, coiffant sous forme d'un holding confié à Maître Rossignol (syndic du règlement judiciaire) 3 directions : l'une, financière, aux mains d'un ancien chargé de mission du tribunal de Commerce de Lyon, «curateur» de 1977, Jean-Daniel Bethenot, l'autre, d'organisation de la production, reviendrait au responsable d'un cabinet

d'experts parisiens (cabinet Ouroumof), Jean-Marie Reisser. La troisième direction, chargée des ventes et relations publiques, reviendrait à... Gadot-Clet ! Encore lui ! 800 à 1 000 licenciements seraient effectués...

Bien sûr, le président du tribunal de Commerce de Saint-Etienne, Marius Boudrand, a démenti ce surprenant montage. Mais les travailleurs stéphanois croient qu'il n'y a pas de fumée sans feu, dans cette histoire inquiétante à plus d'un titre !

### ● ET LA MUNICIPALITE ?

Une chose est sûre, d'ores et déjà : la municipalité Sanguedolce a perdu la maîtrise des opérations. La banque Stern (où le milliardaire PCF Doumeng a des intérêts) n'a plus d'initiative. La minorité de blocage municipale au Conseil d'administration (qui n'a pas été employée utilement auparavant) n'a plus grand sens et bientôt la municipalité sera hors jeu. Certains conseillers municipaux PCF et PS n'en seraient-ils pas fâchés, au point d'imbroglio où on en est arrivé. Lâcher une affaire qui brûle les mains pour se cantonner dans la critique des plans qui seront présentés, n'est-ce pas plus confortable pour ces gestionnaires «de gauche embarrassés ?

## Deux mois après les Etats Généraux pour l'Emploi et le Mieux Vivre dans le Rhône

■ Nous avons rencontré Louis Bouillet, responsable à l'Union Départementale CFDT du Rhône.

Il y a deux mois, l'UD CFDT était, avec l'UD CGT et une cinquantaine d'associations, à l'initiative des ETATS GÉNÉRAUX POUR L'EMPLOI et le MIEUX VIVRE. Dans un département moins touché par la crise que d'autres, cette initiative avait eu un écho certain. De plus, dans le Rhône, se sont

déroulées plusieurs luttes significatives, notamment à la SNAV, et d'autres bagarres dans plusieurs secteurs.

Louis Bouillet aborde dans cet entretien le bilan de ces Etats Généraux, et les perspectives qui en découlent, ainsi qu'une réflexion sur un certain nombre de questions cruciales aujourd'hui : les formes de lutte et les objectifs prioritaires, les conditions pour généraliser l'action, les divisions opérées par la crise et le chômage, l'unité populaire...

Nous publions aujourd'hui la fin de cette interview. Le début était paru dans le 12 pages de la semaine dernière (journal daté du 18 avril).

Propos recueillis par  
notre correspondant  
à Lyon Michel BERTEL

► Q : Tu disais qu'un des aspects positifs des Etats généraux était la démarche unitaire. Aujourd'hui où en est-on, notamment avec la CGT ?

— Nous, on fait tout pour que l'action continue d'être unitaire. D'ailleurs, il y a de fortes chances qu'elle continue de l'être. Mais ce n'est pas simple tous les jours ! On pense que notre boulot, c'est de faire des propositions concrètes ; c'est comme ça qu'on arrivera à surmonter les divergences. On ne les surmontera pas théoriquement, on les surmontera d'une part dans l'action, d'autre part devant les travailleurs. Parce que quand même, au niveau des Etats généraux, pour les militants CGT ou CFDT, cela a frappé comme un coup dans l'estomac. Nous voulons l'unité parce que dans la situation présente, c'est ensemble qu'on gagnera, ou on ne gagnera pas. On n'a ni les uns, ni les autres la possibilité de se battre séparément d'une part, et d'autre part quand on agit ensemble, ce n'est pas une addition des forces, c'est une multiplication. Ce ne sont pas les forces CGT plus les forces CFDT, c'est l'ensemble des travailleurs qui se met en route.

### «UNITE SYNDICALE ET POPULAIRE»

Au niveau des Etats généraux, il y a une caractéristique qu'il ne faut pas sous-estimer et qui est pour nous très importante. C'est ce qui est apparu dans le Manifeste comme «l'unité syndicale et populaire», c'est-à-dire l'action avec les associations de quartiers, de parents d'élèves, d'étudiants... Avec l'élargissement à d'autres organisations qui ne sont pas liées au terrain de la production, le thème des Etats généraux «l'emploi et le mieux vivre» permettrait d'assurer la cohésion et la coordination de ces différentes organisations, en terme d'unification de la population et des travailleurs.

Pour nous, la suite des Etats généraux, c'est aussi cela. C'est-à-dire l'action unitaire, syndicale et populaire. Les initiatives qui vont se dérouler d'ici peu de temps seront aussi sur ces bases.

Bon, c'est un petit pas qui a été fait aux Etats généraux. Un petit pas, parce que c'est une démarche qui a été mise en route, et ce n'est pas simple, même du point de vue pratique. Mais on veut poursuivre cette démarche.

Parce que conserver l'emploi sur place, cela concerne les travailleurs de la boîte qui licencie ou qui émigre ; cela concerne aussi toute la population, l'ensemble des gens du quartier ou de la localité. (...)

Tu parlais d'unité des travailleurs, tout à l'heure. Je crois

### Entretien avec Louis Bouillet, responsable syndical dans l'UD-CFDT du Rhône



que la contradiction du pouvoir et des patrons aujourd'hui, c'est qu'ils cherchent à diviser au maximum, c'est clair ; mais il y a aussi une chose qui peut contribuer à unifier les travailleurs : c'est qu'ils cherchent par tous les bouts à réduire le coût de la force de travail. Ce qui fait que les travailleurs prennent conscience qu'ils sont tous attaqués, même si c'est de manière différente. Et ça, c'est un des moyens de recréer l'unité.

► Q : Pierre Héritier de l'Union régionale Rhône-Alpes disait en janvier que «les partis de gauche sont incapables de proposer des perspectives crédibles aux travailleurs». Il posait ensuite le problème du débouché politique des luttes. Qu'en penses-tu ?

De toutes façons, le problème du débouché politique, dans l'absolu, il se pose : quand on voit le jeu que mènent aujourd'hui le pouvoir et tout l'appareil d'Etat dans la restructuration au service du patronat, il n'y a pas de doute que l'on est obligé de poser le problème du débouché politique. Je dis dans l'absolu.

Alors, c'est vrai, aujourd'hui il n'y a pas de perspectives crédibles. Il faut être clair là-dessus. Il n'y a pas beaucoup de travailleurs qui disent aujourd'hui : «Il nous faut un gouvernement de gauche». L'histoire ne se répète pas. Je crois qu'il y a eu un certain nombre d'erreurs de la part d'organisations, y compris syndicales, par

exemple de trop entrer dans le jeu électoral, de dire «la gauche va l'emporter, cela va régler les problèmes». C'est vrai que cela aurait pu être une avancée, il ne faut pas le nier. (...) Ceci dit, je dis que l'histoire ne se répète pas : aujourd'hui il n'y a pas de programme commun, pas de perspectives communes...

### SE BATTRE SANS ATTENDRE

Mais c'est bien les luttes des travailleurs qui feront qu'on obtiendra des résultats sans attendre des changements politiques. Parce qu'il y a quand même des résultats possibles, et les travailleurs qui se battent obtiennent un certain nombre de résultats. On a un exemple récent dans le bâtiment, de 2 boîtes qui se sont battues ensemble — le cas est assez rare, pour être souligné — et qui ont obtenu en gros de 200 à 400 F d'augmentation, avec de 8 jours à 3 semaines de grève. Bon, il y a des résultats là où les travailleurs se battent. Mais pas partout, et cela rejoint la question que tu posais tout à l'heure.

Le bâtiment, aujourd'hui, est un secteur un peu sacrifié mais il y a des boîtes qui se portent très bien, qui ont joué le jeu de l'exportation... mais aussi qui suppriment des emplois ou n'en créent pas. Cela veut dire qu'à un certain niveau, ce sont les luttes des travailleurs — comment, je ne sais pas, je ne suis pas prophète — qui pourront conduire à un débouché politique. (...) Ce n'est pas à froid, ce

n'est pas par des états-majors, je crois que l'expérience aura au moins servi à ça.

► Q : Sur le rôle du syndicat aujourd'hui et la relative désyndicalisation ?

L.B. : Sur le Rhône, il y a 40 000 chômeurs, et en plus, des femmes et des jeunes qui veulent travailler et qui ne sont inscrits nulle part. Les plans prévoyaient qu'à la suite de pertes d'emplois industriels, il y aurait création de postes tertiaires, genre administration, banques, services...etc. Les comptes sont joués au niveau des prévisions et des plans, mais ils ne sont pas joués au niveau de la mobilisation des travailleurs. Et s'il n'y avait pas action des travailleurs, il y aurait d'ici 2 à 3 ans, 60 000 chômeurs. (...) Il s'agit bien de mobiliser les travailleurs pour la création effective d'emplois, et je crois que c'est lié à la réduction du temps de travail, c'est un axe qui se développe.

Un des rôles de l'organisation syndicale aujourd'hui, c'est d'offrir des perspectives aux travailleurs qui se battent.

Tu posais tout à l'heure une question sur la perte en voix ou en effectifs des organisations syndicales. Ce n'est pas pour nous très important, mais c'est quand même une certaine tendance, qui peut d'ailleurs basculer.

Je crois que la désillusion de mars, une certaine stagnation de l'action, la réussite des plans Barre...tout cela a abouti

à une certaine crise de confiance dans ces organisations syndicales, qui n'est pas niable. Mais la raison et la solution, ce sont les mêmes. A partir du moment où il y a lutte et impulsion syndicale, il y a à nouveau syndicalisation... C'est lié à la puissance ou à la volonté de mobilisation qu'on a ou qu'on n'a pas.

► Q : As-tu quelque chose à rajouter ?

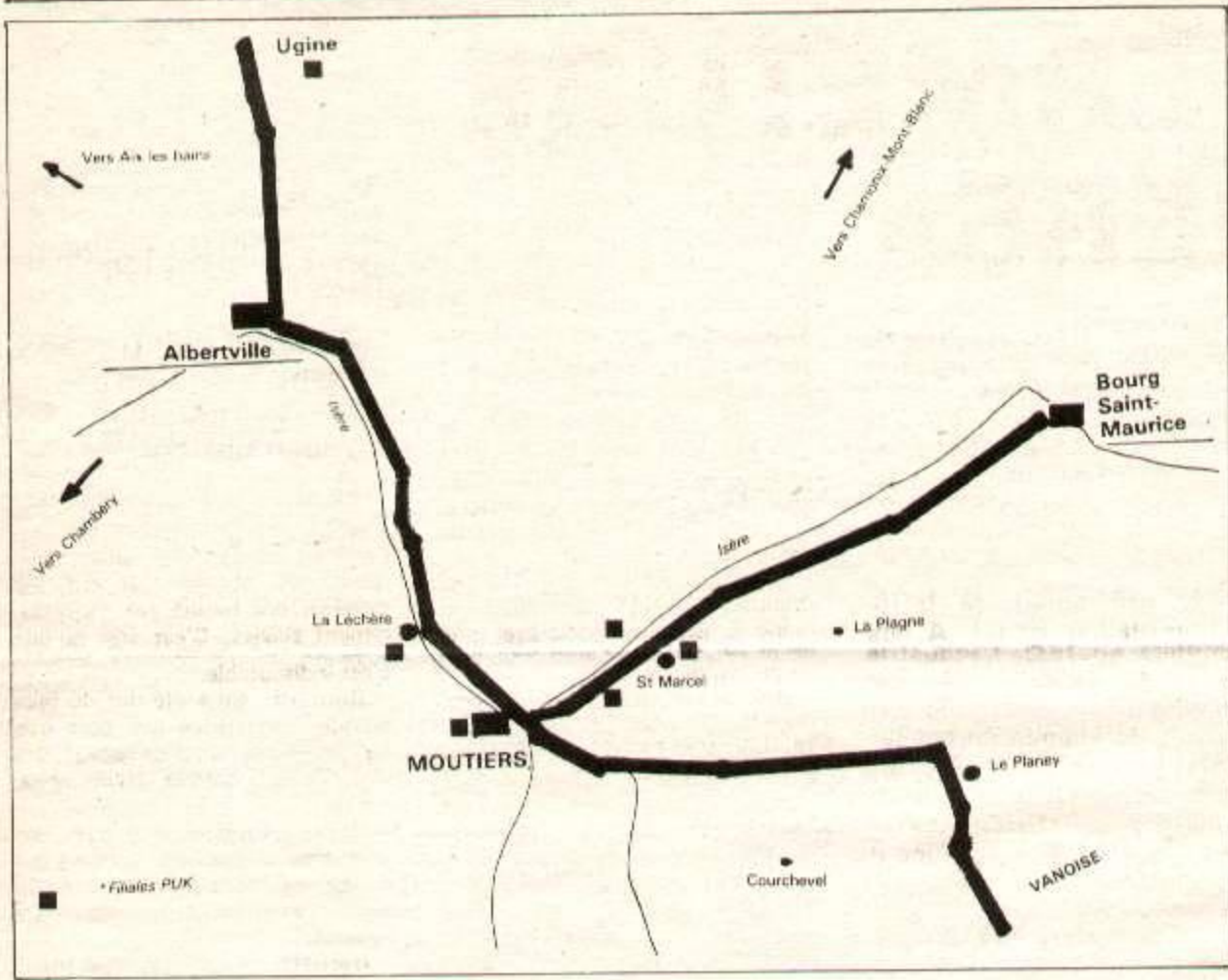
Non, sinon de corriger toutes les prévisions officielles qu'on voit dans les journaux... de les corriger sans cesse en disant : cela sera comme ça s'il n'y a pas lutte. Mais s'il y a lutte ce sera autre chose. C'est important, parce qu'on a réellement fait ingurgiter aux travailleurs que ce sera comme ça, qu'on a programmé le chômage jusqu'en 83... Il est programmé, oui, par nos experts, dans un cadre où ils ont les rênes, mais si la lutte se développe, ils risquent d'en perdre une partie, pas la totalité, parce qu'il ne faut pas rêver. Encore que rien n'est exclu...

Ce qui s'est passé à Saint-Chamond, c'est déjà un peu vieux, mais on ne peut pas ne pas le retenir comme une caractéristique de la période : mobiliser 5 000 travailleurs sur une opération comme le vidage d'une boîte, par les gendarmes mobiles et l'occupation par une milice privée, c'est quand même un événement, et je pèse mes mots. Ce qui, est très significatif par rapport à toute l'imprévisibilité de ce à quoi peut aboutir la lutte des travailleurs. Notre boulot à nous, ce n'est pas de prévoir ce qui va se passer, mais de mettre toutes nos forces dans la bagarre pour que la lutte se développe. (...)

### IL N'Y A PAS DE RECETTES

Aujourd'hui, il n'y a pas de recettes. Quelles formes d'action trouver, ça, c'est un énorme problème. Je crois qu'on y arrivera petit à petit et les travailleurs dans les entreprises vont en trouver. Par exemple, ce n'est pas par hasard que les travailleurs de Berliet, ont senti le besoin d'aller plusieurs fois dans la rue. Mais encore une fois il n'y a pas de recette.

Il faut que l'action soit bien orientée vers des résultats. C'est ce qui la distingue de l'action politique — au sens le plus étroit du mot — qui est une action un peu voyante, mais relativement inefficace. Donc, creuser ce qu'on peut obtenir, et à quel niveau. C'est vrai qu'il y a des résultats qu'on n'obtiendra qu'au niveau national, mais d'autres peuvent être obtenus au niveau local, dans les entreprises et les quartiers, donc creuser au maximum ce problème et ajuster notre mobilisation en conséquence.



► — Pourquoi PUK veut-il liquider l'usine de Moutiers ?

**Denis :** Ugine-Aciers, filiale de PUK, est implantée en Savoie depuis de longues années. C'est à partir des vieilles usines de la vallée, que ce soit Ugine-Kuhlman ou Péchiney, que s'est construit le capital social du groupe multinational qu'est PUK. Ceci est incontestable.

Ensuite, c'est au lendemain des législatives qu'on a annoncé la fermeture de l'usine. Donc, le plan de restructuration était déjà prévu, mais PUK a attendu les résultats de cette échéance politique.

La logique patronale, c'est fermer Moutiers. Pourquoi ? Parce que c'est vrai, Ugine-Aciers, à l'intérieur de PUK, c'est une petite filiale de 8 000 salariés, et les résultats pour les patrons, depuis la fusion avec Péchiney, ont toujours été négatifs. Il y a toujours eu du déficit sur le papier. Parce que, pour nous, les investissements qu'on a engagés sur Fos ont été supportés par Ugine-Aciers et étaient de ce fait trop lourds.

«PLUS CHER A MOUTIERS...»

Le deuxième argument de la direction, c'est que la tonne d'acier coûte plus cher à Moutiers. C'est peut-être possible, mais cela ne justifie pas la fermeture ! Un autre aspect à souligner, c'est qu'à Moutiers, on a toujours fait des nuances d'acier inoxydable très difficiles, et qu'on ne pourra pas refaire à Fos ou à l'Ardoise.

Fermer Moutiers, c'est aussi réduire les effectifs à Ugine, stopper l'embauche à Fos, à l'Ardoise... La production qu'on ne fera plus à Moutiers, elle se fera ailleurs ; donc avec une réduction d'effectifs, le tonnage restera le même.

**André :** C'est dans le cadre de la restructuration et du redéploiement européen de PUK. Au niveau des importations, des circuits économiques, il y a des choses qui paraissent aberrantes !

► — L'annonce de la fermeture a été brutale ?

**Denis :** On ne s'attendait pas à ce que cela arrive si vite. On avait quand même des inquiétudes pour le ferro-chrome.

**André :** A Moutiers, on fabrique du ferro-chrome surrafiné. C'était une des seules usines au monde. C'est une production relativement chère qui a été remplacée par l'élaboration d'une autre fabrication qui s'appelle VOD (vide

oxygène décarburation) ou AOD. C'est-à-dire l'emploi de ferro-chrome carburé qu'on peut produire n'importe où. Donc, il n'y avait plus nécessité d'utiliser le ferro-chrome surrafiné qu'on fabriquait à Moutiers. Le ferro-chrome carburé était fabriqué principalement à l'Ardoise. Et on sait qu'en Afrique du Sud s'est montée une importante unité de production — bien que l'on ne sache pas la participation exacte de PUK — et qui produit plus que les besoins mondiaux en ferro-chrome carburé.

**Denis :** C'est vrai que le ferro-chrome surrafiné est dépassé par les techniques. Le problème était posé depuis quelques années, mais les patrons se sont toujours défendus en disant «on sera couverts par l'exportation». En fait, maintenant, on se casse la gueule. Le patron l'a annoncé ce matin, une usine comme Pompey passe au VOD, c'est encore un client qui disparaît.

QUAND LE PATRON PARLE DE VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS

► — PUK s'est engagé à reclasser les travailleurs de Moutiers. Qu'en est-il exactement ?

**Bernard :** D'abord il faut dire ce qu'a déclaré en 1976 un des responsables du PUK. «Nous sommes nés dans cette région, nos sociétés s'y développeront. Elles y resteront. Elles ne participeront pas au mouvement d'abandon (...) Nous entendons nous maintenir dans cette région où depuis des années, nombre d'entre nous se sont habitués à vivre et travailler au pays». 1

**Denis :** Alors, pour camoufler cette politique d'abandon, PUK a décidé de fermer Moutiers et de reclasser les travailleurs dans d'autres usines de la vallée. Les mutations se font dans l'usine américaine UCF, à la Sers, filiale du PUK, ou à Ugine. Ou alors, les personnes se reclassent individuellement.

PUK leur donne la prime de licenciement, plus une prime de mobilité de 2 mois de salaire, plus 2 mois de préavis. Pour un gars avec 10 ans d'ancienneté, ça fait plus de 8 mois de salaire...

► — Quelles conséquences la fermeture d'Ugine-Aciers a-t-elle pour Moutiers, pour la Tarentaise ?

**Denis :** L'usine de Moutiers, c'était 450 personnes. On a estimé

à près de 1 200 emplois supprimés, avec tout ce qui gravite autour : les transports, l'école... Et du fait que beaucoup des gars viennent des vallées alentour.

**André :** Pendant 25 ans, PUK a régné en maître. Il a eu le monopole de la main d'œuvre sur toute la vallée, et même en Savoie. Il est allé jusqu'à empêcher Gillette de s'implanter ici. Maintenant, les patrons veulent nous faire croire que c'est à cause des instances régionales s'il n'y a pas eu d'autres implantations que Péchiney, alors que PUK les a purement empêchées !

**Denis :** Nous, on est dans une région touristique. Mais on estime qu'une activité industrielle est compatible avec une activité touristique.

Le fait qu'il y ait des usines, que les gars viennent des vallées, permet aux villages de campagne de survivre. Le jour où toutes les usines de la vallée seront fermées, les villages de campagne deviendront un désert. On dit que le tourisme, l'agriculture, l'industrie sont complémentaires. Supprimer l'une de ces activités, c'est créer un désert en Tarentaise...

L'USINE ET LA FERME

**André :** Il faut dire aussi que la plupart des ouvriers de fabrication ont un double métier : l'usine et la ferme familiale. L'agriculture en Tarentaise est principalement basée sur l'exploitation familiale. Donc, elle ne peut subsister que grâce au maintien de cette industrie.

**Denis :** Vivre seulement de l'agriculture, c'est impossible.

**André :** Au même titre que pour le tourisme. Parce que c'est greffé dessus : l'été, les bêtes nettoient les champs de neige, et l'hiver, beaucoup de paysans sont employés en station. C'est un enchevêtrement de ces trois facteurs économiques qui sont indissociables pour l'équilibre de la Tarentaise.

C'est ainsi une situation spéciale qui a amené le fait que beaucoup d'illusions se sont faites sur la façon dont les gars allaient se tirer d'affaire. La mentalité qui régnait, c'est de dire : L'usine, tant pis si elle ferme, on s'en tirera avec le tourisme et l'agriculture.

**Denis :** Au départ, après l'annonce de la fermeture, on a vu le désengagement de PUK par rapport à ce qu'il avait dit en 1976.

A la suite de diverses pressions, ils ont désigné un monsieur chargé de créer des emplois ! Certains

# Moutiers (Savoie) «NON A LA FERMETURE D'UGINE-ACIERS»

## Moutiers : capitale de la Tarentaise, porte des trois Vallées

Moutiers : quand on descend du train, aussitôt, une banderole, rouge et blanche, accroche le regard : «Non à la fermeture d'Ugine-Aciers». Plus loin, sous le sigle de la CFDT Métaux, accroché le long de la voie ferrée, le même mot d'ordre.

Derrière, c'est Ugine-Aciers. Des bâtiments blanchis par la poussière de chaux, deux hautes cheminées qui crachent, des ouvriers casqués qui traversent les chantiers. Ce matin, la brume et la neige accentuent la blancheur sale de l'usine, coincée entre roc et chemin de fer.

«Moutiers, capitale de la Tarentaise, porte des trois vallées» proclament les dépliant touristiques. A proximité du parc de la Vanoise, bordé de stations de ski et de stations thermales, Moutiers est au carrefour de plusieurs vallées.

Dans les rues de la ville, comme aux abords de la gare, beaucoup de touristes, skis à la main, prêts à prendre les cars pour monter à Courchevel, ou à La Plagne... La ville, elle-

même coupée en deux par l'Isère, est faite de vieilles bâtisses populaires, à la fois sombres et blanchies par la poussière de chaux.

Pas de magasins de luxe, pas le chic des stations environnantes ; non, Moutiers, c'est surtout l'industrie lourde, même si les activités liées aux sports d'hiver emploient beaucoup de monde.

Spécialisée dans la production de ferro-chrome et d'acier inoxydable, Ugine-Aciers s'est installée à Moutiers en 1932. L'industrie électro-métallurgique en Savoie est un héritage direct de l'aménagement hydro-électrique des Alpes. Ajoutez-y l'arrivée du chemin de fer, les conditions sont alors réunies pour que les capitalistes installent une industrie friande d'électricité et qui utilise des matières premières pesantes et volumineuses. Ainsi, au début du siècle, six usines s'installent en Tarentaise, trois autres dans les années 30.

Aujourd'hui, c'est la fermeture qui est annoncée à Moutiers...

## «Retenir les gars pour maintenir l'usine en vie».

### Discussion avec des syndicalistes CGT et CFDT d'Ugine-Aciers

travaux dessus... A la CISA où des gars ont été mutés, il y a des problèmes sur la fabrication d'années... Bref, dans toutes les usines de la région, et ils n'allaient pas nous faire croire qu'ils allaient maintenant amener des industriels en Savoie ! PUK s'est targué d'être le seul groupe à faire ça, mais depuis il n'y a rien eu, si ce n'est la création de 20 emplois !

**André :** Les patrons avancent cette notion de non-rentabilité due à l'éloignement. Alors, on peut se poser la question : puisqu'une usine amortie comme celle-ci n'est pas rentable, comment voulez-vous que d'autres entreprises viennent s'installer ici ? En plus, en ce qui concerne les voies d'accès, principalement le réseau routier, c'est une catastrophe. Et je vois mal des patrons assez fous pour venir s'installer à Moutiers. C'est la poudre aux yeux de Péchiney.

**André :** Ici, c'est une usine qu'on a laissée vieillir. Il faut mettre en avant le gâchis énorme que représente cette fermeture. Pas seulement le gâchis du matériel, mais aussi en tant que valeur. Parce que les gars, en fabriquant de l'acier pendant 20 ou 25 ans, c'est tout juste si à vue d'œil, ils ne savaient pas combien rajouter de nickel... Ils avaient acquis une qualité professionnelle et c'est lamentable que ces gars-là, on en fasse des perchemen, des conducteurs de chariot...

Jusqu'à là, la direction avait mis en place les primes de mobilité, ensuite le Mr Emploi, et elle avait obtenu des autres usines le maintien de l'ancienneté. Mais elle a constaté que les départs n'étaient pas suffisants et elle a mis en place les indemnités de licenciement. En décembre, il y a eu un gros départ pour la SERS, d'environ 40 personnes. A notre avis, cela a démobilisé les gars. Depuis, on a une moyenne de 20 qui partent par mois...

**Denis :** Il y a quelques temps, l'usine américaine UCF a voulu réduire les effectifs par des pré-retraites et des licenciements. Cela avait provoqué une réaction des gars qui s'étaient mobilisés, et cela avait stoppé les mesures.

Alors, les gars se sont dit, cela va faire comme à la CISA, ils

veulent simplement réduire les effectifs. On a fait toute une campagne d'information pour dire, attention, c'est une décision de fermeture. On a fait une lettre aux municipalités, aux députés...

### TOUT L'ARSENAL

Ensuite, on est passé à l'offensive à partir du 1<sup>er</sup> mai. Puis, une manif lors de la venue de Giraud. A la rentrée, on a vu au niveau de l'Intersyndicale Ugine-Aciers ce qu'on pouvait faire, et puis on est arrivé à novembre.

Ensuite, on est passé à l'offensive à partir du 1<sup>er</sup> mai. Puis, une manif lors de la venue de Giraud. A la rentrée, on a vu au niveau de l'Intersyndicale Ugine-Aciers ce qu'on pouvait faire, et puis on est arrivé à novembre.

► — Ceux qui acceptent de partir, où vont-ils ?

**Denis :** Ils sont soit mutés soit reclassés individuellement. Par exemple, à Val-Thorens, la station en a pris 6. D'autres prennent une carte d'artisan et se mettent à leur compte. D'autres ont pris des emplois avec une grosse perte de

saalaire.

**Bernard :** Comme les mesures ne sont valables que jusqu'au 30 avril, les gars qui ont 20 ans de boîte partent en disant : je prends l'argent et je me trouve un petit travail... Alors, c'est sûr, la combativité en prend un coup...

**Denis :** Ça va être dur pour que les gars partent dans une action comme une grève illimitée. Ou alors, s'il y a un nouveau coup dur, mais ce sera difficile. Par contre, pour la dernière coulée d'acier, on ne peut pas dire que les gars n'ont pas suivi le mot d'ordre. On a défilé à 40 dans Moutiers pour annoncer la dernière coulée d'acier. Avec des actions spontanées de ce genre, je crois qu'on entraînera les gars.

► — Il y a deux mois, vous avez fait une action de barrage de routes assez positive ?

**Denis :** Oui, c'était une action interprofessionnelle. Comment en est-on arrivé là ? Voilà, il faut remonter au départ.

Le maire de Moutiers, à l'époque, avait demandé qu'il se crée un Comité de défense de l'emploi. Puis les Unions locales ont mis en place un Comité de soutien. C'est avec lui qu'on a pu faire un certain nombre d'actions, telles le 8 juin, l'accueil du ministre Giraud, la journée ville-morte... Puis, en février, le barrage de route à

Notre-Dame de Briançon.

► — Que regroupe le Comité de soutien ?

**Denis :** Des représentants des partis politiques, des associations familiales, et les organisations syndicales.

**André :** Je crois qu'il faut ouvrir une parenthèse à propos du Comité de défense. Car c'est un truc dangereux. Parce que, quand on a un député RPR, que ce comité soit présidé par un maire réactionnaire, ils ont des positions équivoques. Ce comité était là pour officialiser la fermeture, pour faire avaler la pilule. Avec le représentant du gouvernement et celui de la direction, son but, c'était de favoriser — ou plutôt de supporter — les reconversions.

### UN COMITE DE SOUTIEN

**Denis :** On a tout de suite compris que c'était un truc avec lequel on ne pouvait pas mener la bagarre. C'est pourquoi on a mis en place le Comité de soutien.

**André :** C'est principalement les organisations syndicales qui patronnent ce comité. Les partis politiques ne sont là que pour soutenir les actions que nous proposons et engageons.

Pour le barrage de routes en février 1979, c'était une action de sensibilisation qui a bien marché d'ailleurs. C'est vrai que ce sont des actions qui mobilisent. On a vu des gars qu'au départ on n'aurait jamais pensé qu'ils seraient là...

► — Tout à l'heure, vous avez fait état des difficultés de mobilisation. Comment comptez-vous les surmonter, arriver à empêcher la fermeture de l'usine ?

**Denis :** On essaiera de tenir jusqu'au bout.

**André :** Principalement notre action doit résider dans le fait de retenir les gars à l'intérieur de l'usine. Ce matin, le patron a dit qu'il fermerait l'usine quand il n'y aura plus personne, et qu'il maintient la production en fonction du personnel. Donc, notre objectif, c'est de retenir les gars pour maintenir l'usine en vie.

Il y a aussi la façon dont s'est opérée cette volonté de fermeture. Par exemple, s'il y avait eu licenciement massif, il y aurait certainement eu une bataille plus dure.

### De notre correspondant régional : Michel BERTEL

Aussi, si le patronat avait eu besoin de la production, il y aurait eu des actions violentes. Mais, là, c'est assez difficile. Et faire une occupation d'usine dans ce contexte, on n'a aucun appui financier. Et peut-être que la direction sera favorable à ce genre de truc...

**Denis :** C'est vrai que si on se lance dans une telle opération, on prend le risque de rester avec une usine sur le dos. Parce que face au patron qu'on a...

**André :** Actuellement, la production, ils n'en ont plus besoin. Du fait qu'on fabrique du ferro-chrome surrafiné.

**Denis :** Un autre problème qui est gênant, c'est que l'âge moyen du personnel est environ de 44 ans, qu'on n'a pas embauché de jeunes depuis de longues années. Cela veut dire un vide militant au niveau des équipes syndicales.

Cela ne veut pas dire que les vieux militants ne sont plus bons à rien, mais qu'il n'y ait pas renouvellement par des jeunes, ça a joué sur la combativité et l'animation.

**Bernard :** Pour eux, c'est prendre le magot avant de partir, piquer à PUK quelque chose après tout ce qu'ils ont subi de lui, c'est un peu ça.

► — Quel est l'impact de la lutte des sidérurgistes dans le Nord et en Lorraine ?

**Bernard :** En mars, quand on a appris le matraquage des gars de Denain par les CRS, on a fait immédiatement une demi-heure de grève. Les gars ont quand même bien conscience qu'entre la Lorraine et ce qui se passe chez eux, c'est pareil...

**Denis :** Mais nous, on n'a pas les forces nécessaires pour faire des opérations «coup de poing».

**Bernard :** C'est une petite usine. Cela n'a pas le même impact national que la suppression de 20 000 emplois, où il n'y a que ça comme activité. Ici, on a l'usine, et à côté, l'activité touristique. On a une bataille qui est dure à mener. S'il n'y avait pas eu le tourisme, je suis sûr que les gars ne seraient

pas partis de la boîte. Et d'ailleurs, la direction le savait bien.

### DES ACTIONS MAJORITAIREMENT SUIVIES

**André :** Cela nécessite une campagne d'explication assez importante. C'est vrai aussi que toutes les actions qui ont été menées, ont toutes été majoritairement suivies. C'est vrai qu'une prise de conscience s'est opérée, c'est indiscutable.

**Bernard :** Ça a été dur de faire prendre conscience aux gars que ce n'était pas un dégraissage des effectifs mais bien la fermeture de l'usine.

**Denis :** Et puis, il y a eu les primes de la direction. Il y en a qui partent en disant tant pis, si je n'ai pas un emploi, j'ai au moins de l'argent.

**Bernard :** Pour eux, c'est prendre le magot avant de partir, piquer à PUK quelque chose après tout ce qu'ils ont subi de lui, c'est un peu ça.

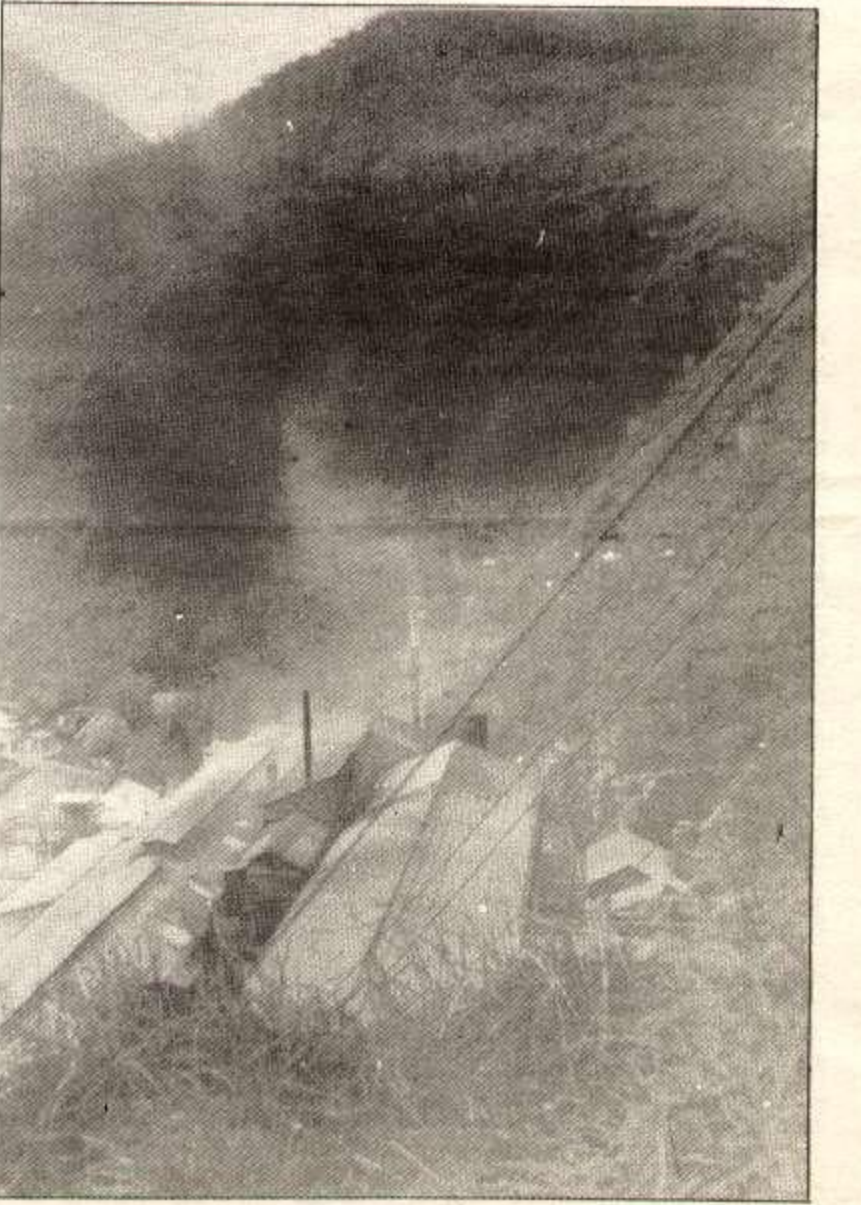
► — Pour terminer, à partir de votre expérience, comment continuer ?

**André :** Ce qui est important, c'est de maintenir les gars à l'intérieur de l'usine, c'est de continuer à se battre pour que l'outil de production reste en place.

**Bernard :** Oui, pour que nos enfants ne nous reprochent pas plus tard qu'on ne s'est pas battu pour garder l'usine à Moutiers, qu'ils ne trouvent plus que des murs.

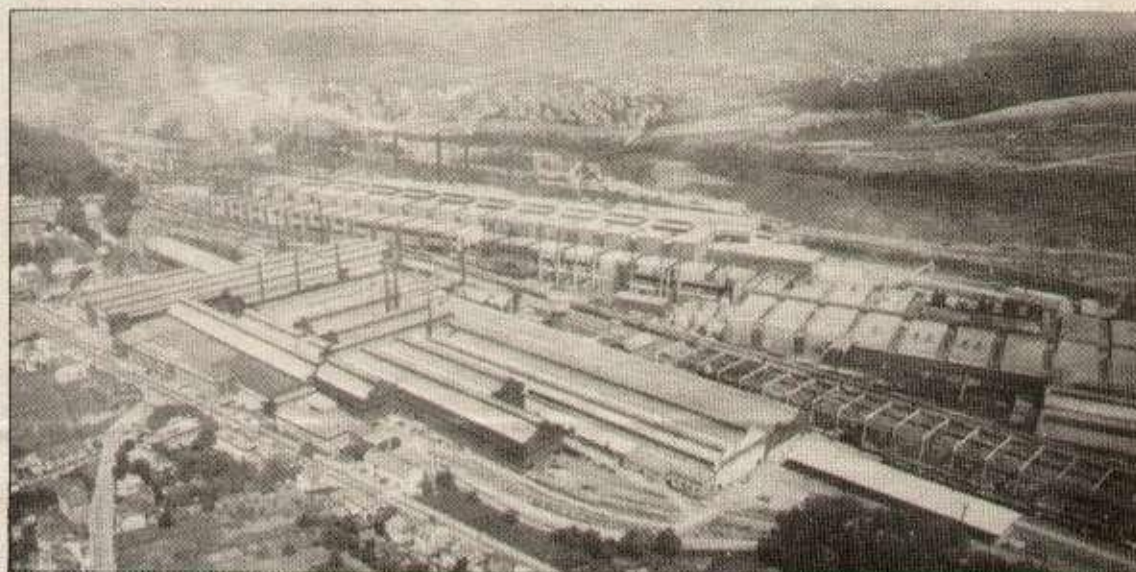
**Denis :** Rien qu'hier, avec le débrayage de la dernière coulée, le fait de manifester en ville, cela démontre la combativité.

**André :** On ne s'attend pas à des miracles, mais on fera tout pour que l'usine continue de tourner. On est décidé à rester quoi qu'il advienne.



# CIEL GRIS-ACIER SUR LA MOSELLE

La Lorraine, c'est plusieurs pays. C'est, non seulement le complexe charbon-fer-sidérurgie, mais aussi, plus au Sud, les Vosges et leur textile. C'est, au sein même de la grande région de mono-industrie, quatre secteurs distincts : à l'Est, touchant la Sarre, le bassin charbonnier ; plus à l'Ouest, les deux régions sidérurgiques : Longwy au Nord ; au Sud, l'ensemble de Thionville et des deux vallées voisines. Entre les deux, les mines de fer. Près de Thionville, là où l'Orne et la Fensch viennent se jeter dans la Moselle, tout est fonte, acier, hauts fourneaux, laminoirs ; tout est Sacilor-Sollac : autrement dit, Wendel-Sidelor, un des deux géants de l'acier français.



A la sortie de Thionville, les structures du haut fourneau d'Usinor se détachent sur le ciel, nettes, intactes.

Inutiles. L'usine — le PCF avait juré que «pas un boulon ne serait démonté» — rouille lentement sur elle-même. Les travailleurs — la vie — en ont maintenant été chassés depuis un an.

Un peu plus loin, des hauteurs au-dessus d'Hayange, on découvre, sur des kilomètres, les énormes masses de l'ensemble de la Fensch, depuis les hauts fourneaux jusque là-bas, à l'horizon, au confluent de la Moselle qu'on devine, les récents laminoirs d'Ebange noyés dans l'infinie grisaille des fumées industrielles. Vers le haut, juste en-dessous des hauts fourneaux, flambant neuve, la nouvelle aciérie de Serémange. Déjà, la production y est commencée ; et les grues continuent à s'affairer autour, pour achever l'ouvrage. Coulée continue : entre les fours et les laminoirs de Sollac, l'acier fera l'économie d'un refroidissement et d'un réchauffement ; du coup, le service pits sera supprimé. Et dans l'aciérie en construction — tout électronique — les professionnels seront remplacés par des OS.

Car la sidérurgie lorraine n'est pas totalement liquidée ; elle se restructure. Par vagues, depuis le plan acier de 1967. Alors, déjà, tandis que Joëuf, Moyeuvre, les vieilles installations en haut de l'Orne, faisaient les frais des fermetures, Wendel-Sidelor construisait la nouvelle aciérie de Sacilor-Gandrang.

Non, ici, ce n'est pas l'acier qui est menacé. Ce sont les

hommes.

## LE TEXAS MOSELLAN

1954. S. quitte Abbeville, pour venir travailler à la Sollac : «moi, je suis venu directement m'embaucher à Serémange. Mais l'entreprise avait des bureaux d'embauche à Douai, à Paris». Et des petites annonces dans la presse locale, des agents recruteurs... Bretons, «chitins» du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, ce sont alors les gros bataillons des ouvriers embauchés pour les nouveaux laminoirs. Mais aussi des gars du Midi, du Massif Central. Les Nord-Africains viennent rejoindre les Polonais déjà installés, une nouvelle vague d'Italiens se rajoute aux précédentes, on verra même des Cap-Verdiens ; venus avec des passeports portugais, ils sont encore là aujourd'hui.

Texas, Californie... Des grands magasins au super-prêt Laporte, on rivalisait alors de comparaisons américaines pour exalter le boom de l'acier lorrain. Les «pionniers», recrutés aux quatre coins de France et à l'étranger, allaient fabriquer les tôles de la consommation, celles des frigos et des automobiles. Et la Lorraine, le Sollac en particulier, avait la réputation de bien payer. Peut-être... mais pour beaucoup de travail : «On tournait à trois équipes toute la semaine, sans arrêter la production le dimanche. Alors, pour que chaque équipe ait un dimanche sur trois de congé, il y en avait une autre, le même dimanche, qui faisait 16 heures d'affilée : de 5 heures à 21

heures ; et on reprenait à 5 heures le lundi matin !». C'est un leitmotiv dans la Fensch, dès qu'on parle des années 50 : les heures supplémentaires. Et, avec les paies qui s'arrondissaient à ce prix, les représentants se bousculaient pour vendre à crédit au porte-à-porte dans les logements ouvriers.

En même temps, il fallait loger tout ce monde. On l'a fait. Par tous les moyens, à tours de bras. On a mis des ouvriers dans un ancien camp de prisonniers russes construit par les Allemands ; on a mis des ouvriers dans un immense foyer de célibataires — plus de 1 000 chambres — construit tout exprès sur l'emplacement des anciennes fortifications ; on a mis des ouvriers dans des bâtiments en ferraille construits par la Domofer. On les a mis, à Fameck, à Guénange, à la Côte-des-Roses, à Konacker, dans les nouvelles cités surgies de terre en toute hâte.

## LES GARDES LUI ONT DIT QUE C'ÉTAIT FINI POUR LUI

1979. L'immense réfectoire du bloc des célibataires est quasi désert à l'heure du repas — certaines de chambres vides.

1979. Dans la cité neuve d'Uckange, des blocs entiers ont été désertés. «Ils sont partis pour Fos», explique Joseph. Ceux qui restent voient augmenter les charges d'entretien et de chauffage, réparties sur moins d'habitants.

1979. 460 chômeurs pointent à Fameck (18 000 habitants). Un an plus tôt, il y en avait 380. Combien ne pointent pas ?

1979. Une nouvelle publication patronale a fait son apparition : «répertoire des offres d'emploi extérieures». «La crise extrêmement profonde qui affecte notre industrie depuis trois années se traduit par des contraintes financières et sociales de plus en plus graves. Le groupe Sacilor-Sollac n'échappe malheureusement pas à ces conséquences. Il faut absolument continuer à améliorer sa compétitivité et à réduire ses coûts et, notamment, ses dépenses salariales.

Afin d'atteindre ces objectifs dans des délais et des conditions acceptables, un certain nombre de mesures sont appliquées depuis quelque temps. C'est ainsi que des aides ont été mises à la disposition du personnel ouvrier et ETAM afin de faciliter les départs volontaires».

Bizarre, juge S. : «Plus le chômage se développe, plus il y a de pages. Et la même annonce (Boccard, 15 tuyauteurs),

passé depuis maintenant un an».

1979. Un ouvrier de Rombas atteint la limite des 56 ans et 6 mois. Au portier de l'usine, à la prise de poste, ce sont les gardes qui lui ont dit que c'était fini pour lui. Il s'est suicidé.

1979. Dans le Texas mosellan, la crise, à son tour, prend des proportions américaines.

## SAUPOUDRAGE

Les plans de restructuration ont succédé aux plans de restructuration : 67, 72, 76, 78. Le dernier en date, celui qui a provoqué les levées en masse de Denain et de Longwy, prend ici une forme de saupoudrage. Pas question de grandes fermetures, comme celle d'Usinor-Thionville en 1977. Mais quand même, ce sera 1 800 emplois supprimés, qui viendront s'ajouter à tout le chômage déjà pesant. «Pour l'instant, ce sont surtout les vieilles installations de Wendel qui sont menacées, explique S. Mais avec la coulée continue, le service pits va disparaître à la Sollac ; la modernisation du train de laminage à chaud a été repoussée à 1982 ; mais on peut bien deviner qu'elle entraînera des suppressions d'emplois. L'entretien est réduit au minimum : on répare quand ça casse. La briqueterie ne marche plus, et on renvoie les maçons-fumistes, spécialisés dans le travail sur les fours. La réparation des fours, confiée avant à une entreprise extérieure, est faite par des ouvriers de l'usine».

Ces entreprises extérieures ont été une des soupapes permettant aux grosses usines d'éviter les licenciements avérés. Tout le monde connaît ici des noms comme celui de la Somafer. Elles ont servi un peu à tout : quand les écrivains de la Sollac (un travail particulièrement pénible et insalubre), ont cessé de se contenter des hauts salaires obtenus au prix du travail à la tâche, quand ils ont refusé les conditions de travail, le patron les a immédiatement mis à d'autres postes, et les a remplacés par des ouvriers Somafer.

Avec le volant de ces entreprises, il y a encore les préretraites : 1 000 sur les 1 800 suppressions d'emploi prévues. «Oui, fait remarquer S., mais avec ce système, on perd sur les caisses de retraite complémentaires ; et puis, le taux qui est versé au début est dégressif ; et puis, quand ils sont en pré-retraite, les immigrés n'ont pas le droit de quitter la France pour retourner dans leur pays». Il connaît un Algérien dans ce cas.

## «L'ESPRIT SOLLAC» EST MORT

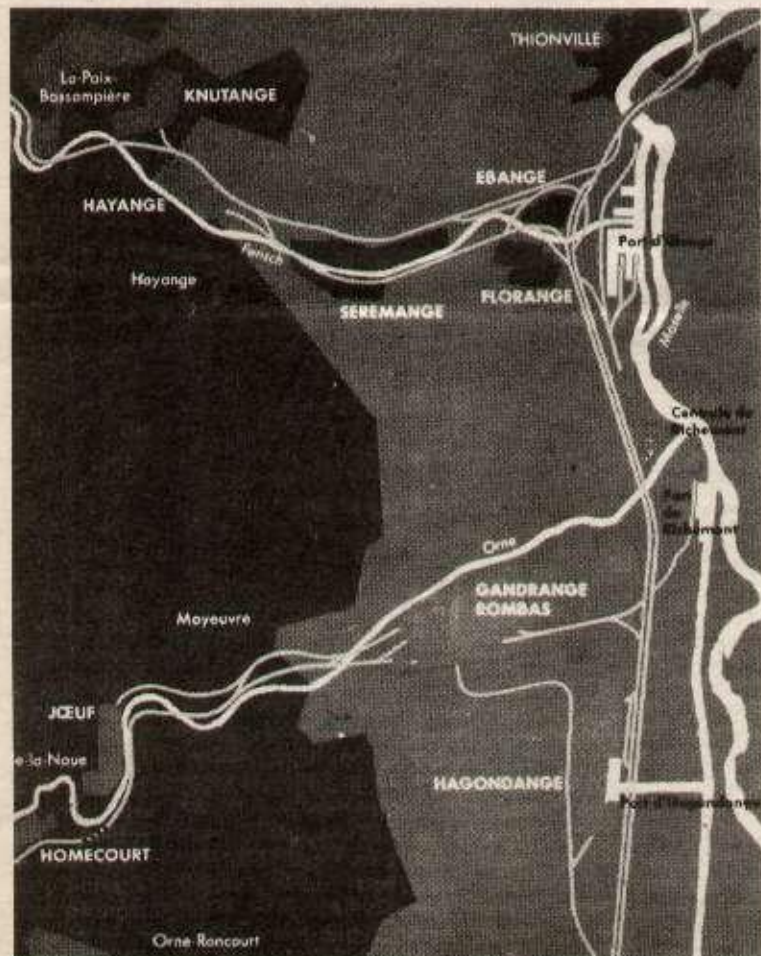
L'inquiétude s'est installée, jusque dans les unités autrefois réputées les plus modernes et les plus compétitives. «Au début des années 70, le point de vue était que la crise était conjoncturelle. En 1974, ça bourrait encore à la production. C'est alors que les bruits ont commencé à courir : «mon chef m'a dit ci, mon chef m'a dit ça...». Aujourd'hui, chacun guette les indications sur la situation de son service, chacun se demande qui sera de la prochaine charrette. Le chômage partiel est devenu une plaie quasi permanente, là où les heures supplémentaires sévissaient autrefois. Depuis 74, aussi, le patronat, jouant sur l'inquiétude, se permet de se montrer intransigeant sur les revendications salariales.

Avec la prospérité capitaliste, un certain «esprit Sollac» a fait son temps : celui d'une entreprise où, après la répression antisyndicale des années 50, les sections syndicales ont mis des années pour parvenir à reconstruire leur implantation. D'une entreprise où le patronat cherchait à susciter un particularisme de l'entreprise «techniquement avancée», payant de prétendus hauts salaires, il reste le désenchantement, le sentiment d'avoir été floués. Les patrons, eux, s'en tirent, ils ont l'habitude. Dès 1870, la famille de Wendel, après le partage de la Lorraine entre l'Allemagne et la France, avait divisé ses membres et ses avoirs en deux... de chaque côté de la frontière.

La région, elle, se souvient de 1962, quand les cités se sont hérissées de barrages lors de la grande grève contre la mauvaise qualité et la cherté des transports. De 1971, quand, de toute la vallée, la population montait soutenir les grévistes d'Uckange qui affrontaient les gendarmes mobiles jusque tard dans la nuit. La région regarde avec attention vers le bassin voisin de Longwy, vers la résistance qu'il a manifestée. La région, pour le moment, attend.

Le soir tombe sur Clouange. Une gamine, sur le trottoir, berce sa petite sœur dans une poussette. La lourde odeur sulfurée de l'usine pèse sur la rue. Dans le jardin d'un pavillon, la mère étend son linge. La petite rayonne de sourire : elle a reçu en cadeau, d'un père ou d'un grand-père polonais, des yeux d'un bleu de source, Lorrains de souche ou d'adoption, ce sont les travailleurs de cette région qui vont décider, par leur action, sur quelle réalité ces yeux-là s'ouvriront demain.

Jean LERMET



## Dans la fédération du Nord du PCF...

# LA CRISE DANS LE PCF, C'EST AUSSI LA CRISE DANS SES RANGS OUVRIERS

— 3 —

Par Fabien VAUDOIS

## Sur une cellule d'entreprise

## LE TOURNANT DES ÉLECTIONS

Sur Tudor, l'une des boîtes les plus importantes de Lille, la cellule du PCF était composée de 4 ou 5 membres en 1977. Début 1978, à l'occasion de la proximité des législatives elle atteint le chiffre de 21 adhérents (dont quelques-uns ne sont pas de Tudor).

Après les élections, suite à l'échec de la gauche, la cellule se disloque. Déjà, le lundi du 2<sup>e</sup> tour aucun militant de cette cellule n'est allé travailler. Ils étaient écoeurés par le résultat. Et puis ils avaient un peu peur des discussions...

L'espoir de gagner les élections avait été grand. Mais au sein de la cellule, des gens se demandaient par exemple comment ils obtiendraient les revendications (les 40 heures, la 5<sup>e</sup> semaine de congés...). Est-ce qu'on les aurait tout de suite ? Faudrait-il attendre 3 mois... 6 mois ?

### AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS DE MARS 78

Et au lendemain des élections d'autres questions sont apparues. Si la gauche était passée, qu'aurait-il fallu faire ? Tudor devait être nationalisée. Mais d'où seraient venus les ordres, comment cela aurait

marché ? Ils se sont dits que dans le programme commun il y avait bien des choses concrètes, mais que derrière c'était creux. Il n'y avait pas eu d'étude en cellule sur ces questions. Ils se sont aperçus qu'eux-mêmes, membres du PCF, ne savaient pas comment l'usine serait dirigée.

Après les élections cette cellule n'a plus rien fait. Le PCF ne pouvait plus rien proposer et il n'avait d'ailleurs rien à proposer. L'explication selon laquelle l'échec était dû au PS n'a pas marché avec eux. Ils ont pensé que c'était à cause des deux. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas spécialement bienveillants à l'égard du PS...

Ce sont d'ailleurs les mêmes remarques qu'ont faites plusieurs délégués CGT au niveau de l'USTM à Lille. L'argumentation de la direction du PCF vis-à-vis du PS apparaît comme trop grossière, de mauvaise foi, politicienne.

### UN VENT DE DÉMISSION

Sur les usines, sur les quartiers de Lille, le PCF ne réapparaît que 6 mois après les élections. Beaucoup de gens se disaient : «Tiens ! On ne le voit

plus, le PCF...» C'était presque quelque chose de secret. Plus d'affiches, plus rien. On ne voyait plus ces élus qui s'étaient si souvent fait photographier pour *Liberté* avant les élections...

### DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU 23<sup>e</sup> CONGRÈS

Dans une cellule de quartier, (les Biscottes), sur 5 réunions, 3 ne se sont pas du tout tenues... faute de participants ; 2 ont eu lieu avec le bureau de cellule plus quelques gars, au total une douzaine de participants sur une soixantaine d'adhérents. A la première, présentation d'un rapport global... plus de temps pour la discussion. A la deuxième, présentation du préambule aux statuts...

Une cellule de Lille-centre a réalisé un amendement, qu'elle devait proposer à la section, tendant à réintroduire la référence à la dictature du prolétariat. Ses membres savaient pertinemment que ça ne dépasserait pas la section, mais tout de même...

## Lu dans le bulletin intérieur d'une section de Lille

«Diffusion de notre presse :

Nous avons signalé par un précédent courrier la baisse sensible de la diffusion de *Liberté*... Aujourd'hui, peu de cellules si ce n'est par exception, n'ont redressé leur chiffre ; cela ne manque pas d'être inquiétant quand on songe à la campagne anti-communiste effrénée qui s'empare de plus en plus de la presse de droite, Parti Socialiste, radio, TV...

En même temps, certaines cellules indiquent une baisse de leurs adhérents ; il est évident que nous avons intérêt à rechercher les raisons de ces difficultés et à adapter pour chaque cellule en fonction des possibilités, des solutions permettant d'avancer sur ces questions.

Un point très positif quand même : la plupart des cellules ont épongé une partie ou la totalité de leurs dettes au journal *Liberté*... nous engageons les cellules à persévérer dans cet effort et à compenser la perte des lecteurs de *Liberté* par de nouvelles prospections dans les quartiers et entreprises. (...)

Baisse des effectifs, perte de lecteurs pour *Liberté*... il y a bien là l'indice d'une crise. Et c'est une section du PCF dont la base sociale et les secteurs d'intervention sont essentiellement ouvriers et populaires.

Publiquement le PCF annonce telle ou telle adhésion à l'occasion d'une fête ou autre ; on a ici la confirmation que ça ne suffit pas à compenser les démissions.

Sur Lille, après les élections un bon nombre de secrétaires ou de trésoriers de cellule ont démissionné de leurs responsabilités, les ont passées à d'autres. Eux, ils en avaient assez ; l'usure, la déception, l'absence de perspectives les avait marqués.

Aujourd'hui, la crise, chez un certain nombre d'adhérents du PCF, ne prend pas la forme d'une contestation active. Mais

par exemple, ils n'achètent plus *Liberté*. Ils ne le prennent même pas le dimanche au titre de soutien au parti. Et des questions ont surgi : pourquoi le marteau et la faucille ont disparu de l'en-tête de *Liberté* 6 mois avant les élections ? L'unité à la base, qu'est-ce que ça veut dire ? Avec qui, pour quoi faire ? Les discussions en cellule ? A quoi cela sert puisque de toute façon on ne peut rien remettre en question ?

## Marchais à Antenne 2 lundi soir : un pré-rapport au 23<sup>e</sup> congrès

La prestation de Marchais, lundi soir à Antenne 2 a peut-être donné le ton de ce que seront les travaux du 23<sup>e</sup> congrès. Aidé en cela par des journalistes, Elkabbach, et Duhamel, qui décidément font preuve d'une grande capacité à éviter les questions intéressantes, Marchais a pu développer la trame de ce que sera son rapport au 23<sup>e</sup> congrès, hiérarchisant les problèmes, et édulcorant carrément ceux dont il ne voulait pas parler.

Ainsi a-t-on eu droit, après une introduction s'en prenant à Giscard et à sa politique, à un long développement sur la «nouvelle union» qui sera l'axe du prochain congrès. Après, Marchais a évoqué l'Europe, balayé en quelques phrases le problème des contradictions internes au PCF, pour terminer par une évocation des pays de l'Est, dont il ressort entre autres que la Tchécoslovaquie, si elle a subi une «ingérence» soviétique en 1968, est aujourd'hui un pays parfaitement indépendant !

A 15 jours du congrès, Marchais a donc tenu à rester très exactement dans le cadre du projet de résolution dont

la discussion est, pour l'essentiel, terminée. On a ainsi retrouvé la contradiction entre une union au sommet présentée comme ayant été génératrice d'illusions, et une «nouvelle union» à la base, dont le but n'est rien d'autre que de mieux préparer les conditions... d'une nouvelle union au sommet. Au milieu de nombreuses attaques, Marchais a d'ailleurs par deux fois qualifié le PS, «de parti au double langage», de «partenaire». Résurgence du passé ou évocation de l'avenir ?

En ce qui concerne l'Europe, Marchais ne s'est pas embarrassé de fioritures, donnant là encore le ton de ce que sera la campagne électorale du PCF : Veil, Chirac, Mitterrand, tout cela est à mettre dans le même sac, et il n'y a qu'une seule liste qui défende les intérêts de la France : celle du PCF bien entendu.

Notons enfin que si le secrétaire général du PCF, grâce à la complaisance des journalistes, n'a pu traiter le problème des contradictions internes qu'en quelques phrases, il a été contraint

d'avouer que des militants du PCF, «un nombre très limité» dit-il, ont voté contre le projet de résolution, ou se sont abstenus, ce qui revient au même. «Y compris dans ma conférence de section à Villejuif» a ajouté Marchais.

Seule véritable informa-

tion de ce Cartes sur Table de lundi soir : on retrouvera Marchais la semaine prochaine sur les écrans de télévision, lors d'un débat sur l'Europe avec Chirac, Veil et Mitterrand.

Drôle de soirée en perspective !

## Procès en appel pour 11 inculpés du 23 mars : un inquiétant réquisitoire.

C'est une certaine augmentation des peines qu'a décidé en appel la 10<sup>e</sup> chambre de Paris. Alors qu'en «flagrant délit», la 23<sup>e</sup> chambre avait condamné, sur les 11 militants anarchistes jugés, deux d'entre eux à 4 mois dont 3 avec sursis et les 9 autres à 3 mois avec sursis, ils ont finalement été condamnés respectivement à 6 mois de prison dont 5 avec sursis et à 4 mois avec sursis.

Cette inadmissible augmentation des peines peut en fin de compte paraître faible si l'on se réfère au réquisitoire incroyable de l'avocat général : «Pensez, messieurs, que le 1<sup>er</sup> mai est proche, pen-

sez aux troubles qui peuvent arriver en France et à ceux qui ont eu lieu en Italie». Pourquoi demandait-il la sévérité pour les accusés ? «Parce qu'ils ont reconnu qu'ils avaient déjà participé à des manifestations» (!)

Ainsi parce que le 1<sup>er</sup> mai est proche et que l'on a déjà participé à des manifestations, on peut être accusé de ce qui se passe en Italie... Et surtout, dans un procès comme celui-là, si on se déclare solidaire des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine, comme l'a fait un des inculpés, le président demande d'abréger... L'arbitraire fait loi.

## ● Maurice Clavel est mort

L'écrivain Maurice Clavel est mort lundi dans l'après-midi, à l'âge de 59 ans. Résistant gaulliste, chrétien fervent, Maurice Clavel, en mai 1968, avait manifesté une grande sympathie pour le mouvement des étudiants et de la jeunesse, dans lequel il avait cru pouvoir déceler un renouveau de spiritualité. Dans la dernière période, il avait accepté de se laisser présenter comme une sorte de père spirituel des «nouveaux philosophes». N'ayant jamais manqué de courage pour défendre ses positions, il s'était en particulier rendu célèbre par un éclat qu'il avait fait à la télévision, quittant le plateau au beau milieu d'une émission sur un cinglant : «Messieurs les censeurs, bonsoir».

## ● Conférence de presse de Mitterrand : «La concurrence...»

Au cours d'une conférence de presse destinée à ouvrir la campagne du PS sur l'Europe, Mitterrand a déclaré : «Le scrutin proportionnel a pour effet de porter les partis politiques à ne pas se préoccuper des possibilités d'accord avec leurs partenaires et donc à privilégier la concurrence». Tout le monde s'en était aperçu...

Sur les rapports avec le PCF : «Il y a l'esquisse d'une évolution du PC : il paraît prêt à se refermer sur lui-même à moins qu'il ne cherche à passer d'autres alliances, mais quelles alliances ? Dans le seul but d'affaiblir le parti socialiste». Marchais sur Antenne 2 le même jour accusait le PS de vouloir se renforcer au détriment du PCF.

PS et PCF en effet, privilégient «la concurrence»...

## Loi Veil

# L'ÉGLISE PART EN CAMPAGNE

Venant à expiration en janvier 1980, la loi Veil votée pour cinq ans, sera à nouveau discutée lors de la session parlementaire de cet automne. Ajoutant leurs voix à celles des détracteurs de cette loi qui n'a d'ailleurs jamais été réellement appliquée, à moins d'une lutte locale, les évêques, au nom de l'Eglise, réitèrent leurs propos et condamnent à nouveau l'avortement qui reste, selon eux, «une faute grave et un mal pour la société».

Prenant les devants, des chrétiens avaient publié la semaine passée une déclaration, dans laquelle ils revenaient notamment sur l'affirmation papale que l'embryon est déjà un être humain : «A nos yeux, l'embryon représente une potentialité» et déclaraient que «des raisons sérieuses peuvent motiver, pour des raisons de vie, la décision de l'avortement. Il ne s'agit pas alors, contrairement à ce qu'on veut faire croire, d'un geste de désespoir, mais la décision réfléchie d'une conscience droite».

Entre autres, ces chrétiens refusent que le problème de l'avortement soit considéré en dehors du contexte social de la mère ou des parents : travail, conditions de vie, avenir... En somme, les signataires de ce texte revendiquent le droit d'être considérés comme des «adultes» par la hiérarchie ecclésiastique. Leurs craintes se trouvent justifiées. En effet, lundi, les évêques de France réaffirmaient que «l'avortement est la suppression d'un être humain, un acte de mort, une faute grave. C'est un mal pour la société». Les évêques, pour

étayer leur position, déclarent que depuis la loi, le nombre des avortements aurait augmenté, que la loi Veil aurait «suscité» cette intervention chez beaucoup, que des pressions sont exercées sur les femmes pour y recourir, etc. ; ils concluent que décidément «la conscience morale a régressé». C'est faire fi du drame vécu par les femmes qui doivent recourir à l'avortement.

Evidemment non, l'avortement ne peut être considéré comme méthode contraceptive ; encore eût-il fallu que les évêques se prononcent clairement sur la contraception, sujet sur lequel ils entretiennent un silence lourd de responsabilité. Il est vrai que le pape a aussi condamné cette dernière... Les évêques préconisent tout simplement la création de foyers pour mères célibataires, l'adoption... Procréer, procréer, c'est Debré qui sera réjoui de cette déclaration, au moment où lui-même et quelques-uns de ses collègues, agitant le spectre de la dénatalité, partent en guerre contre la loi Veil...

## «VINCENNES A VINCENNES !»

Des personnels de l'université Paris VIII Vincennes sont intervenus auprès du conseil municipal de la Ville de Paris pour affirmer leur volonté de rester à Vincennes en demandant le renouvellement du bail, seule garantie pour qu'il n'y ait pas de licenciements. C'est dans ce cadre qu'une conseillère du PCF a été amenée à intervenir. Le chef du cabinet de Chirac lui a répondu que les locataires n'avaient fait aucune demande de renouvellement de bail, et qu'il ne voyait pas pourquoi ce serait à l'ordre du jour. Le personnel a alors déployé une banderole dans la tribune de la salle du conseil et affirmé par le mot d'ordre «Vincennes à Vincennes !» sa volonté d'aboutir. Sur intervention de Chirac, le personnel fut brutalement expulsé de la tribune. Les personnels ont tenté d'avoir des rendez-vous avec les différentes formations composant le conseil de Paris.

Sans illusions. Il est de plus en plus certain que seul un rapport de force important de l'ensemble de l'université personnels-étudiants-enseignants, unis autour du mot d'ordre «Vincennes à Vincennes !», qui entrent en rupture avec les idées défendues par le PS et le PCF (renouveler le bail pour un an, jusqu'à ce qu'il y ait une solution viable ailleurs), permettra d'aboutir.

Cette lutte s'oppose au démantèlement d'ensemble dans l'université, engagé par le gouvernement. Le transfert à Saint-Denis serait une véritable liquidation ; rester à Vincennes est la seule garantie pour qu'il n'y ait pas de licenciements, pour que Vincennes demeure ce qu'elle est, que son expérience, ses acquis (ouverture aux non-bacheliers, aux étrangers, aux travailleurs salariés) soient préservés.

Correspondance

# Centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire

## EDF COURT-CIRCUITÉ

Quelques semaines après l'accident de la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island, la sécurité dans le nucléaire est toujours à l'ordre du jour. A Windscale, en Grande-Bretagne, dans la centrale qui a déjà connu des très graves problèmes, qui a déjà connu des très graves problèmes, d'importantes fuites radioactives ont eu lieu le mois dernier, d'un bâtiment précisément «désaffecté». En Espagne, les experts du Conseil à l'énergie nucléaire proposent un nouvel examen des installations espagnoles, considérant qu'elle présentent davantage de risques qu'aux USA. En Euzkadi, plusieurs mairies sont occupées pour que les conseils municipaux se prononcent contre l'implantation de centrales nucléaires dans le pays.

### UNE ZONE INONDABLE

«Face au projet de la centrale nous avons estimé que c'était un mauvais choix, d'abord sur le plan de la sensibilité du site. Cette centrale serait la première du genre installée dans une zone totalement inondable. En 1977, lors de crues moyennes de la Loire, il y avait 1,50 m d'eau sur le site. Jadis la Loire passait à gauche du site, et non à droite comme maintenant. Le site — qu'on appelle la Gles — était autrefois rattaché à la Nièvre : c'est en 1882 qu'il a été rattaché au Cher. C'est pour vous dire que la Loire est ici très fluctuante. Deuxièmement, la Loire est très resserrée : du côté Nièvre, il y a une espèce de talus, tandis que du côté Cher c'est tout à fait plat.

Pour abriter la centrale, on va faire une plate-forme très imposante : à peu près 4 m de hauteur, 600 m de large et 1 600 m de long ; elle bloque le tiers du lit majeur. Elle coûte cher et va peut-être créer une gêne pour l'écoulement des eaux de crues. Alors EDF a pensé recalibrer le fleuve : il est prévu d'enlever, sur 6 kilomètres, 4 200 000 mètres cubes de matériau qui serviront du reste à l'élaboration de la plate-forme. De plus EDF s'engage à entretenir ce chenal, soit un dépôt de sable qui peut être évalué autour de 300 000 mètres cube par an à draguer ; et cela, même quand la centrale ne fonctionnera plus. Cela représente des frais supplémentaires considérables.

De plus, il faudra construire un pont rail-route sur la Loire pour amener le matériel. Or, il y a déjà un pont — celui de Bonny — à quatre kilomètres de là, et

un autre à 14 km — celui de Cosne-sur-Loire. Petite parenthèse : depuis trois ans on ne trouve pas les moyens de construire ici une petite passerelle provisoire ! Il y a donc un surcoût économique colossal que nous avons toujours dénoncé.

### UNE REGION EXCEDENTAIRE

Autre chose : dans l'enquête d'utilité publique, il était dit expressément par EDF que la région Centre est excédentaire en électricité. Elle le sera encore bien plus puisqu'à 35 km de là, il y a la centrale de Dampierre-en-Burly — 4 x 900 mégawatts —. Tout ce courant va partir vers la région parisienne, cela fera encore des expropriations pour les pylônes et une importante déperdition d'énergie par transport.

### ET LA NAPPE PHREATIQUE ?

A ce mauvais choix à la fois technique et économique à long terme s'ajoute un autre problème. Cette centrale serait construite à l'endroit où était prévue une station de pompage qui devait alimenter la région parisienne en eau potable. C'était un grand projet envisagé en 1931, reconduit jusqu'en 1959. La centrale condamne à tout jamais la possibilité d'avoir une réserve d'eau potable formidable pour la capitale.

Dans une délibération, la Ville de Paris déclare qu'elle abandonne le projet... tout en ne l'abandonnant pas. Mais elle oublie de dire que, pour vendre le terrain à EDF, elle n'a pas consulté le syndicat des Eaux des communes de la région parisienne et de la presque île de Gennevilliers qui est partie prenante. Il y

Pourtant à Belleville-sur-Loire, les opposants à la future centrale de 4 fois 1 300 mégawatts, qui viennent de remporter une première victoire par la suspension des travaux, ont court-circuité EDF sur le terrain de l'urbanisme, et non sur celui de la sécurité, atout maître des précédentes luttes contre les centrales. Cela n'empêche pas EDF de continuer les travaux, au mépris de la décision de justice. Nous publions ci-dessous une interview de Daniel Messelot, professeur, président de l'association de défense pour la qualité de la vie du Val-de-Loire, association qui existait antérieurement à la retenue du site de Belleville, présente sur les trois départements, Loiret, Nièvre et Cher.

a donc un vice de forme qu'on exploitera en temps utile.

Ce lieu avait été choisi car la nappe phréatique y est comme canalisée : le lit majeur est relativement étroit, la nappe artésienne en profondeur est de très grande puissance ; on l'a vu du reste quand EDF a commencé à faire des sondages : leur tuyau a sauté à 10 m en l'air. De plus, les deux coteaux amènent les eaux de ruissellement. C'était un lieu privilégié, avec un énorme débit.

### UNE PSEUDO ETUDE D'IMPACT

Par ailleurs, on pourrait souligner le caractère incomplet des études : les interactions entre le fleuve et cette nappe phréatique sont nombreuses et complexes. Dans la pseudo étude d'impact, c'est oublié. De même, on n'a pas les résultats de la maquette hydraulique sur fond mobile. EDF ne sait pas comment ça va se passer, mais ça ne fait rien, ils commencent les travaux ! Et pas des petits travaux, quand il s'agit de recalibrer le fleuve sur 6 km...

Enfin, ces «oublis» et les insuffisances énormes dans le dossier ont permis qu'EDF soit mis en défaut sur le plan juridique : le tribunal administratif a estimé qu'il y avait des incompétences notoires dans l'étude d'impact.

### «LA POPULATION EST HOSTILE»

— Quelle a été l'action de l'Association de défense ?

«Le projet a été dévoilé le 30 janvier 1975 quand le conseil général de Léré a réclamé une centrale nucléaire. Depuis ce moment-là nous avons fait

une information auprès de gens dans les villages en créant un bulletin d'information. On a fait venir des spécialistes de physique nucléaire, et puis nous avons fait une manifestation le 20 août 1977, après une intense mobilisation par tracts et affiches.

De plus, une pétition a recueilli 8 000 signatures contre le projet, et seulement 130 pour. Même dans les villages du canton de Léré la pétition a rassemblé les signatures de la majorité du corps électoral des inscrits. D'ailleurs, le rapport de la commission d'enquête d'utilité publique a dû reconnaître que «la population est hostile».

### LES SUITES D'HARRISBURG ET DU JUGEMENT CONTRE EDF

Comment l'accident d'Harrisburg a-t-il été ressenti dans la région ?

«Lors de la campagne d'information, nous avions évoqué le risque d'accident, mais avec modération car nous le voyions assez loin dans l'avenir ; et je dois reconnaître qu'on s'était trompé. L'accident d'Harrisburg l'a montré. Après Harrisburg, les gens et surtout ceux de la Nièvre qui sont à 500 m du site ont été secoués.

Il y a eu un autre «réveil des consciences» après le jugement du tribunal administratif. L'arrivée des engins d'EDF sur le chantier avait donné l'impression à beaucoup qu'on ne pouvait plus rien faire. Le jugement a permis de saper le mythe d'EDF-intouchable, de même que celui de la toute-puissance de l'administration qui a accordé le permis de construire.

## Hambourg : non au programme nucléaire de la RFA !

La fête de Pâques a revêtu un aspect très particulier cette année à la cathédrale Saint-Pétri de Hambourg. Depuis le 2 avril, des opposants au programme nucléaire de la RFA occupent les lieux jour et nuit. Dans l'église, le visiteur peut s'informer auprès de la table de presse où sont diffusées les différentes revues dénonçant les dangers du nucléaire, et aussi des documents sur le procès des antifascistes qui se sont opposés à

Hambourg à la tenue d'un congrès nazi auquel participait le NPd (parti allemand des nostalgiques du Führer).

Dans l'église encore des affiches montrent quelles possibilités existent d'utiliser les énergies nouvelles telles que le soleil. Des chansons — le chanteur Wolf Bierman, déchu de sa nationalité par l'Allemagne de l'Est, est venu apporter sa solidarité —, des projections de diapositives, des groupes de discus-

sion partout.

Une militante écologiste nous a indiqué que l'accident de la centrale nucléaire de Harrisburg avait suscité pas mal d'émotion en RFA, éveillé une plus grande conscience du danger nucléaire ; c'est une des raisons qui a poussé à l'occupation. A signaler aussi que la police et la justice allemandes répriment le mouvement antinucléaire : pour échapper à la prison, un militant a dû se réfugier en Hollande. Des pro-

vocateurs nazis ont agressé les occupants devant l'église, blessant assez gravement l'un d'eux.

La presse aux ordres comme le *Bild Zeitung*, et particulièrement son numéro hebdomadaire *Bild am Sonntag*, mène une intense campagne contre l'occupation. Ils publient l'interview d'un pasteur qui affirme : «Hier ist der Teufel am Werk» («C'est le diable qui les fait agir ainsi»).

Correspondant

## IRAN

CONTRADICTIONS  
DU POUVOIR ISLAMIQUE

A la suite des discussions qui ont eu lieu la semaine dernière entre l'ayatollah Taleghani et l'ayatollah Khomeiny, il semble que le pouvoir islamique ait décidé de donner un plus grand rôle à Taleghani, considéré comme plus proche du peuple et de ses revendications. Taleghani a été officiellement chargé de superviser la création de conseils régionaux, provinciaux et municipaux qui formeraient le «noyau administratif» de la République islamique. Tout en se déclarant solidaire de Khomeiny, l'ayatollah Taleghani s'est déclaré favorable au développement des libertés politiques et à la garantie des droits des minorités.

L'accord entre les deux chefs religieux n'est cependant pas du tout évident, car, de son côté, Khomeiny a défini ainsi les deux tâches de la révolution iranienne : «Couper les mains des traîtres et abolir définitivement l'influence de l'étranger», affirmant que le reste est «secondaire».

Dimanche Yazdi, consi-



Manifestation de soutien à l'ayatollah Taleghani

déré comme l'éminence grise de l'ayatollah Khomeiny et qui passe pour exercer un certain contrôle sur les comités islamiques, a pris la responsabilité du ministère des Affaires étrangères, après la démission de Karim Sandjabi du «Front national». Cette nomination accroît encore le pouvoir du courant du mouvement religieux que représente Yazdi.

D'autre part, les importants affrontements qui se sont produits en Azerbaïdjan entre Kurdes et Turcs de confession chiite ont fait plusieurs dizaines de morts. Alors que l'armée iranienne se préparait à intervenir, un dirigeant des autonomistes kurdes faisait état d'un «complot» destiné à dresser l'une contre l'autre les deux minorités ethniques de cette région.

DES DOCUMENTS  
COMPROMETTANTS

Selon une revue iranienne, les fils de l'ayatollah Taleghani auraient été arrêtés parce qu'ils étaient en possession de documents secrets de la Savak. Ces documents mettraient en évidence les liens entre la police politique du Shah et certains personnages membres aujourd'hui des comités islamiques.

NOUVELLES  
D'IRLANDE

En Irlande du Nord, les élections anticipées de Grande-Bretagne suscitent peu d'intérêt parmi la population. Les forces républicaines pour leur part intensifient leur campagne militaire, leurs opérations font la «une» des journaux britanniques. A diverses reprises des soldats britanniques sont tombés dans des embuscades à Belfast, où un gardien de la prison de Crumlin Road a été exécuté en pleine rue. Sur les zones frontalières les actions armées se multiplient. A Bessbrook (comté d'Armagh) 4 policiers circulant en land rover ont été tués par l'explosion d'une mine télécommandée de forte puissance (1/2 tonne). Il y a eu presque une quinzaine de morts dans les rangs des forces de «sécurité» depuis le début de la campagne électorale que l'IRA provisoire a déclaré vouloir troubler.

Les candidats en Grande-Bretagne ne font pas du problème de l'Ulster un thème électoral. Margaret Thatcher n'a fait que reprendre les vieux clichés unionistes affirmant que seule l'union était la solution et qu'il fallait vaincre ce qu'elle appelle le «terrorisme» qui, de son point de vue, «mène l'Ulster au communisme». Cette adversaire de l'«État providence» préconise son soutien financier à l'économie de l'Irlande du Nord. Mason, le secrétaire d'État, espère d'ailleurs la création rapide de plus de 5 000 emplois. Il est vrai qu'ici le chômage est deux fois plus fort que dans les autres parties de la «Grande-Bretagne». Dans l'ensemble les unionistes sont plutôt désabusés en Ulster tant sur le plan social que politique. Enock Powell, élu fasciste du comté Down, a posé sa candidature sans aucun enthousiasme, refusant même de commenter l'attentat de Bessbrook qui a eu lieu à proximité de sa circonscription.

## ESSOR DES LUTTES EN EIRE

Au Sud, c'est le développement des grèves qui retient l'attention. Les postiers poursuivent leur grève illimitée bien qu'ils ne soient plus soutenus par la confédération irlandaise des syndicats. Ils ont été rejoints un moment par les conducteurs de bus et 39 dockers du port de Dublin qui refusaient de décharger 3 pétroliers, alors qu'existe une pénurie organisée par les 3 multinationales qui distribuent en Irlande gas oil et mazout. Ces compagnies pétrolières prenaient prétexte des événements en Iran pour prétendre qu'il y avait une baisse des approvisionnements d'1/5 : le gouvernement leur a intimé l'ordre de distribuer leurs réserves tout en envisageant la création d'une agence pétrolière nationale.

Après le pétrole c'est l'argent qui va manquer car la grève générale menace dans les banques des deux Irlande.

La bourgeoisie va jusqu'à parler de «paralysie» de la vie économique. L'un de ses partis, le Fine Gaël, actuellement dans l'opposition, suggère au gouvernement de proclamer l'état d'urgence. S'il ne le fait pas, il n'en réprime pas moins le mouvement républicain. Il condamne l'IRA pour l'exécution à Londres du conservateur unioniste Neave, et a arrêté à Dublin un des leaders de l'Irish Republican Socialist Party en l'accusant de détention d'explosif.

Paddy McLAUGHLIN

## CAMBODGE

VIOLENTS COMBATS PRES DE  
LA FRONTIERE THAÏLANDAISE

Alors que la logistique soviétique a transporté dans l'Ouest du Cambodge plusieurs dizaines de milliers de soldats vietnamiens pour tenter de «nettoyer» les bases de la résistance patriotique, des combats très violents continuent à se dérouler, particulièrement dans les régions proches de la frontière thaïlandaise. Les journalistes présents en Thaïlande rapportent que des milliers de réfugiés commencent à affluer à la frontière, tandis que des troupes de la résistance cambodgienne continueraient à effectuer des manœuvres de retraite en territoire thaïlandais pour repasser ensuite au Cambodge reprendre le combat. La situation reste également tendue entre l'armée vietnamienne et l'armée thaïlandaise, le gouvernement thaïlandais ayant accusé à plusieurs reprises les troupes de Hanoi de bombarder le territoire thaïlandais.

Le 17 avril, quatre officiers vietnamiens se sont réfugiés avec leurs armes en Thaïlande. Passant la frontière dans la province de Pachinburi, ces officiers qui avaient participé à la bataille de Poipet ont déclaré qu'ils étaient opposés à la guerre contre le Cambodge. Ils ont demandé asile au Canada via la Thaïlande.

SOUTIEN DE LA COREE  
AU CAMBODGE

Le 18 avril, Chong Jung Gi, vice-premier ministre de la République populaire démocratique de Corée, a déclaré que son pays continue à reconnaître le Kampuchéa démocratique et soutient la lutte de la résistance patriotique. Il a notamment dit : «Aujourd'hui le peuple cambodgien et son armée révolutionnaire, face à une grave situation dans le pays, se sont engagés dans une nouvelle lutte plus ardue pour préserver la dignité, l'honneur et les droits souverains de leur pays et nation. Nous ne reconnaissons que le Kampuchéa démocratique — un Etat indépendant et souverain, reconnu par beaucoup de pays du monde et membre du mouvement non-aligné. Quelque brutaux qu'ils soient, les ennemis ne sauraient soumettre le peuple cambodgien qui triomphe dans sa lutte ardue».

D'autre part, le représentant du Kampuchéa démocratique a donné une réception aux Nations Unies à l'occasion du 4<sup>e</sup> anniversaire de la libération de Phnom Penh. Etaient présents à cette réception les représentants de Chine, de Corée, de Roumanie, de Yougoslavie et de nombreux autres pays qui ont

exprimé leur soutien à la lutte du peuple cambod-

gien contre l'agression soviéto-vietnamienne.

TROUPES VIETNAMIENNES  
HORS DU  
KAMPUCHEA (Cambodge)SOUTIEN A LA GUERRE DE RESISTANCE  
DU PEUPLE DU KAMPUCHEA

Le Comité des Patriotes du Kampuchéa démocratique en France appelle à la MANIFESTATION à l'ambassade du Vietnam pour exiger le retrait des troupes vietnamiennes hors du Kampuchéa

**RASSEMBLEMENT**  
Samedi 28 avril-10h  
Métro : la Motte Piquet Grenelle

● Sahara : opération de  
contre-offensive  
du Front Polisario

Le Front Polisario a annoncé une opération de contre-offensive dans le Sud marocain le 17 avril. L'armée de libération sahraouie a occupé deux heures la localité d'Aouinet-Torkoz, détruisant toutes les installations militaires et tuant 26 militaires marocains.

Dans une déclaration commentant l'offensive actuelle, Salem Ould Saleck, ministre de l'Information de la R.A.S.D., a déclaré que celle-ci allait accentuer la démoralisation de l'armée marocaine, concluant «Hassan II doit revenir à la raison. La République arabe sahraouie démocratique est une réalité politique et institutionnelle qui s'impose à tous ceux qui ont voulu l'ignorer». Au sujet des rapports avec la Mauritanie, il a déclaré «le cessez-le-feu ne signifie pas la paix». Il a accusé les dirigeants mauritaniens de vouloir gagner du temps en négociant avec le Front Polisario sans prendre de mesures contre la présence marocaine en Mauritanie. Il a affirmé «cette situation ne peut durer éternellement... Nous refusons toute politique qui n'inclut pas la récupération de notre territoire sans conditions».

● L'Irlande et  
la campagne électorale

En Grande-Bretagne, il y a deux candidats qui se présentent contre la politique britannique en Irlande du Nord. Une candidate se présente contre Callaghan dans sa circonscription de Cardiff (Pays de Galles), elle s'appelle Pat Arrow Smith. Un autre se présente contre Roy Mason, secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord, à Barnsley ; il s'agit de Brendan Gallagher (c'est le père de Willy Gallagher en prison actuellement pour un crime qu'il n'a pas commis). En dépit de l'attentat qui a coûté la vie à Neave, et en dépit de la force de l'IRA, mieux organisée qu'il y a un an, la bourgeoisie peut dissimuler la question : travaillistes et conservateurs ont à peu près la même position sur l'Irlande. Ils ont tous les deux une politique bipartisane, parlent du retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, tout en ne l'appliquant pas. La seule différence entre eux réside dans le niveau de la répression que les conservateurs veulent accentuer.

Depuis 1974 jusqu'à décembre 1978, 3 600 personnes ont été arrêtées sous la loi du «Prevention of terrorism act» ; sur ces 3 600 arrestations, seules 160 personnes ont été interdites de séjour et seulement 24 ont été condamnées pour avoir transgressé cette loi. Ce qui montre la fonction de cet acte qui vise à réprimer tout suspect sans la moindre preuve.

## APRES L'OPERATION DE NAHARIYA

### Agressions sionistes contre le Liban

## UNE NOUVELLE TENTATIVE DE BRISER LA RESISTANCE PALESTINIENNE

L'opération de commando effectuée dans la nuit de dimanche à Nahariya, ville côtière au Nord de la Palestine, sous occupation sioniste, a été revendiquée par le FLP (Front de libération palestinienne), organisation de la Résistance palestinienne, issue en 1978 d'une scission du FPLP — Commandement général d'Ahmed Djibril.

Dans une conférence de presse tenue à Beyrouth, les responsables du FLP ont déclaré que, selon eux, l'opération menée contre la ville de Nahariya «met en évidence la fragilité de la ceinture de sécurité» dont entend s'entourer l'Etat sioniste. Celui-ci, on le sait, inclut dans cette «ceinture» l'installation de colonies telles que celles du Nord de la Palestine, le long de la frontière avec le Liban, ainsi que le maintien d'une «zone-tampon» sur le territoire libanais lui-même, zone prenant la forme d'enclaves contrôlées par des milices d'extrême-droite, telles que celle dont le commandant Haddad vient de proclamer «l'indépendance».

Prenant prétexte de l'opération de Nahariya, les forces sionistes ont déclenché de nouvelles agressions contre le Liban, visant particulièrement — une nouvelle fois — les camps de réfugiés palestiniens. Ainsi, dimanche soir, c'est le camp palestinien de Nahr El-Bared, au Nord de Beyrouth, qui était soumis aux bombardements de la marine sioniste ; lundi, un autre camp de réfugiés était attaqué au Sud, près de Sour (Tyr). La Résistance palestinienne, en état d'alerte, s'attend à une escalade de l'agression. On se souvient que l'année dernière déjà, en mars, une opération de la Résistance palestinienne à Tel Aviv, avait été utilisée comme «argument» par la propagande de l'Etat sioniste, relayée en cela par une partie importante des mass média internationaux, pour tenter de «justifier» l'engagement contre le Sud-Liban, d'une guerre sans précédent. Celle-ci conduite avec 50 000 soldats, mit en œuvre d'énormes moyens terrestres et aériens, dont des engins de mort hautement sophistiqués, tels que les bombes à billes, livrées par les USA.

Bien entendu, comme la guerre de mars 1978, les agressions lancées ces jours-ci par l'Etat d'Israël font partie d'un plan prémédité dans lequel la toute récente «initiative» du commandant Haddad, tient aussi sa place. Au moment de la signature du traité «de paix» égypto-israélien, des représentants de la Résistance palestinienne nous avaient dit, ici même, dans les colonnes du Quotidien, qu'Israël, considérant qu'il avait désormais les coudées franches grâce à la politique égyptienne, allait se lancer dans de nouvelles opérations pour tenter notamment d'écraser au Liban, les forces de la Résistance palestinienne qui y sont stationnées, ainsi que celles du mouvement patriotique libanais.

C'est d'ailleurs pour prévenir ces nouvelles agressions et développer l'opposition au traité égypto-israélien, et à ses conséquences, que la Résistance palestinienne, forte des soulèvements incessants de la population palestinienne en terre occupée, a appelé, notamment dès le lendemain de la signature du traité Egypte-Israël, au renforcement des actions armées en Palestine. C'est ainsi que celles-ci se sont multipliées au cours des semaines, telle celle qui, en mars dernier, faisait sauter au cœur du dispositif de répression, le centre de renseignements de l'armée sioniste.

Aussi, l'agression sioniste de ces dernières quarante-huit heures, qui risque de s'intensifier dans les prochains jours, n'est, sous couvert de «représailles», qu'une tentative de briser la résistance palestinienne et arabe, qu'une façon bien comprise, du point de vue sioniste, de tirer les conclusions pratiques de la signature du traité de «paix» avec Sadate.

C'est d'ailleurs pour prévenir ces nouvelles agressions et développer l'oppo-

## Deux tribunes de «militants critiques» dans L'Humanité et Le Matin

G. Molina, auteur de «Dialogue à l'intérieur du PCF», et JM. Devésa, co-auteur de «Un parti peut en cacher un autre» expriment à nouveau, dans la presse du lundi 23, leur désaccord avec la direction de leur parti.

Dans L'Humanité, Molina avance ses critiques sur la «nouvelle» stratégie du PCF. Il commence par centrer son intervention en estimant que le projet de résolution opère, une «rupture nette avec la voie définie au 22ème congrès». Les critiques de Molina portent sur trois grandes questions. Il s'agit pour lui de réévaluer le «rapport du parti aux masses», le «rapport du parti et de l'Etat» et le «rapport du parti à ses militants». Selon lui le PCF «n'intègre pas à son programme des revendications surgies au sein des pratiques nouvelles de lutte». Le nouveau projet du PCF contredit les analyses de la réactualisation du programme commun et la pensée politique dans le PCF tend à être confisquée «au profit de spécialistes et de techniciens».

Devésa, dans les colonnes du «Matin», attaque ouvertement la direction du PCF. Pour lui «le mouvement critique (au sein du PCF) n'a rien à attendre d'un congrès sur lequel il n'a pas les moyens de peser». Devésa lance cette affirmation afin de déjouer les objectifs de la direction qui cherche «à dissuader» les contestataires de rester membres du PCF par un congrès unanimiste propre à décourager ces derniers.

Pour Devésa le PCF traverse une crise marquée par la «peur du mouvement des masses». Récusant «toute stratégie de rupture avec le PCF», Devésa cherche à développer dans le parti des «lieux de débats et d'action».

## Manifestations contre les crimes de guerre nazis et le fascisme

Samedi plusieurs milliers de manifestants venus de toute l'Europe se sont rassemblés à Strasbourg pour exiger le châtiment des criminels de guerre nazis, l'imprescriptibilité de ces crimes et l'interdiction des activités des groupes fascistes. Ils ont protesté contre le scandaleux verdict qui vient de permettre l'acquiescement de quatre tortionnaires des camps nazis.

Le même jour, une poignée de néo-nazis en uniformes de SS ont voulu manifester en Autriche, pour y fêter l'anniversaire de la naissance d'Hitler. Ils ont été violemment dispersés par des manifestants antifascistes.

Samedi également en Grande-Bretagne, 800 membres du «Front National» fasciste ont tenté de manifester à Leicester. Une contre-manifestation très importante s'est opposée à cette parade, malgré la protection de 5 000 policiers. Plusieurs fascistes et flics ont été blessés.

## QUAND L'HUMANITÉ COMMENTE SÉGUY A PROPOS DE LA CFDT

Dans le numéro de cette semaine de la Vie Ouvrière, Georges Séguy revient à la charge contre la CFDT, à quelques jours de l'ouverture de son congrès de Brest. Et dans le numéro du lundi 23 avril de L'Humanité, ce passage de l'interview de Séguy à la VO est largement cité, entrelardé de commentaires qui s'harmonisent parfaitement avec les citations...

«Aujourd'hui comme hier» estime-il «c'est à la CGT et à la CFDT que revient le rôle moteur de l'unité d'action. Force est de constater que cette volonté unitaire n'est pas partagée par les dirigeants de la CFDT qui multiplient les réserves et les déroba-des devant nos propositions en invoquant le recentrage pour lequel ils ont opté l'an dernier». «...Pour l'heure, ce qui prédomine au sein de la CFDT, c'est bel et bien la remise en cause de la stratégie de la lutte de classes, de l'unité d'action avec la CGT, ce qui la rapproche de la conception centraliste du syndicalisme qui existe dans certains pays voisins comme la RFA». «Conception qui n'a pas grand chose à voir avec les généreuses idées autogestionnaires auxquelles sont justement attachés les travailleurs français». «La manière dont les politiciens au pouvoir et le patronat apprécient le recentrage de la CFDT devrait inspirer à nos camarades CFDT de sérieuses réflexions».

En quelques lignes, tout y passe : le refus de l'unité syndicale, le virage à droite, l'épouvantail du syndicalisme allemand, et le jugement dangereusement favorable du patronat... Tout cela est d'un simplisme grossier, et oublie soigneusement le fond des problèmes. Bien sûr, il n'est pas difficile de susciter l'indignation de syndicalistes, en brandissant les qualificatifs de diviseurs, collaborateurs... Cela ne coûte pas cher non plus de passer de la pommade sur le thème de l'autogestion, même quand on l'a combattu des années durant.

Mais n'en déplaise à G. Séguy ou à L'Humanité, on ne peut qualifier ces mises en garde autrement que de pressions intolérables sur les militants critiques dans la CFDT. Que visent-ils donc, si ce n'est infléchir toutes les critiques justifiées face aux aspects négatifs et dangereux du recentrage, vers des positions plus favorables à la CGT et au PCF, en faisant l'impasse sur les aspects positifs de la réflexion engagée dans la

CFDT, après l'échec de la gauche ? Faire l'unité, mais sur quoi ? Globaliser l'action, mais sur quels objectifs, et avec quel rapport de forces ? C'est bien ces questions importantes que PCF et direction CGT veulent limiter au maximum lors du Congrès de

Brest, en encourageant des critiques, qui, sous une forme de gauche, ne feraient pas avancer dans la CFDT la voie de l'efficacité et de la lutte !

M.C.

## Le CERES a abandonné une large part de ses convictions

L'entrée du CERES dans la majorité du PS s'est faite pour une large part sur la base d'un abandon par cette tendance des thèmes qui lui étaient propres. Bilan positif pour lui, dans la mesure où il récupère quatre postes au secrétariat national, le lieu où se prennent vraiment les décisions. Il est même parvenu à glisser un membre à la commission entreprises, Michel Coffineau. Rappelons qu'après Epinay, le CERES avait dû en partie son développement à sa mainmise sur le secteur entreprises. Mais cette fois, le représentant du CERES sera surveillé par un mitterrandiste, Claude Germon.

Curieux accord, en tout cas, que celui qui est intervenu dimanche. La déclai-

ration politique présentée par Mitterrand et le CERES a été votée à l'unanimité des membres du comité directeur. Ce texte comprend trois points : l'adoption comme «axe essentiel» du mot d'ordre «Vivre, travailler, décider au pays», l'affirmation de la priorité à l'action dans le monde du travail, qui permettra de créer «les conditions de la relance de l'union de la gauche», dont il est rappelé qu'il s'agit d'un choix non «pas tactique, mais stratégique», enfin d'un texte sur l'Europe faisant référence aux textes déjà déterminés par le PS, notamment à la conférence de Bagnolet. Le texte est rédigé dans des termes si généraux qu'il a pu satisfaire la totalité des tendances. Le CERES avait de toutes façons fait savoir, dès le con-

grès de Metz, qu'il était prêt à composer sur la question européenne.

Une autre concession a également été faite à propos des rapports avec le PCF. Avant les législatives, le CERES se battait pour qu'un accord avec le PCF mette ce parti en situation d'égalité avec le PS au niveau de la répartition des postes ministériels. Désormais, le CERES accepte de parler d'une représentation «tenant compte du suffrage universel», et qui admet donc l'idée d'une suprématie du PS. Une concession qui n'était sans doute pas difficile à faire dans une situation politique où la répartition des portefeuilles ministériels n'est pas un problème inscrit de façon brûlante à l'ordre du jour.

Un point d'achoppement restait en suspens : la décision tactique d'associer ou non les radicaux de gauche à la liste du PS. Le CERES était contre ; enfin, jusque là. Mais comme Mitterrand était pour, il a changé d'avis et s'est rallié au point de vue du premier secrétaire, partisan d'un accord avec le MRG, avec des conditions draconiennes. Position d'autant plus déterminée que la tendance Rocard, bête noire du CERES, était hostile à l'alliance avec le MRG.

Le CERES met de l'eau dans son vin, mais, en attendant, se hisse à la direction du PS, ce qui lui permet d'accéder à des leviers de commande importants à l'intérieur du parti.

F. N.